



## **Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2010**

Au Conseil de la magistrature

Madame la Présidente,  
Madame, Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 94 al. 4 aLOJ et à votre lettre du 29 novembre 2010, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2010.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Madame, Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Le 17 février 2011

Les Greffiers-chefs :

Marjorie Jaquet a Marca

Henri Angéloz

Le Président :

Michel Wuilleret

\*\*\*\*\*

## **PARTIE GENERALE**

### **I. REMARQUES GÉNÉRALES**

Durant l'année 2010, le Tribunal plénier s'est réuni à six reprises et la Commission administrative à douze reprises. Plusieurs décisions d'ordre administratif ont, de plus, été prises par voie de circulation.

Le Tribunal plénier et la Commission se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions de compétences et pris position lors de diverses consultations. Les juges cantonaux ont procédé aux traditionnelles inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Le Tribunal cantonal a engagé une Cheffe de projet, Isabelle Emmenegger, chargée, pour l'essentiel, de préparer la fusion de fait du Tribunal cantonal, non seulement sur un site unique mais aussi dans un esprit de collaboration et de compréhension commun. Deux journées de réflexion ont été mises sur pied en février 2011. La Cheffe de projet a participé, avec le Président du Tribunal cantonal, aux séances de la commission de bâtisse et de la commission de chantier du futur site du Tribunal cantonal, dans l'ancien Prieuré des Augustins. Divers problèmes, apparus en cours de travaux, ont été résolus. D'autres subsistent, notamment en ce qui concerne la bibliothèque et l'exiguïté de certains locaux.

Le Tribunal cantonal, comme le Grand Conseil, souhaite sa propre identité visuelle pour marquer la séparation des pouvoirs tout en faisant référence au logo de l'Etat. Une étude menée de concert devrait bientôt aboutir.

La préparation de l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2011, des codes de procédure civile et pénale a été l'occasion d'une collaboration tant inter- qu'intracantonale intensive. C'est ainsi que, à l'initiative de l'Office fédéral de la justice, des représentants de la grande majorité des cantons se sont réunis à plusieurs reprises au cours de l'année 2010 pour préparer des modèles d'actes judiciaires de base en matière civile, mis ensuite à la disposition des cantons. Au niveau cantonal, le Tribunal cantonal, par ses sections civile et pénale, a mis sur pied deux groupes de travail, un groupe "procédure civile" et un groupe "procédure pénale", pilotés par des juges cantonaux et auxquels se sont joints des représentants des autorités de première instance. Les modèles d'actes tant civils que pénaux ont pu être remis à l'équipe informatique du Pouvoir judiciaire à l'automne aux fins de codification.

Afin de permettre au nouveau Tribunal des mesures de contrainte de fonctionner de manière conforme au droit, le Tribunal cantonal a décidé de lui mettre à disposition la salle d'audience du site de Givisiez, selon modalités à convenir.

L'ensemble de l'équipe informatique en charge des autorités judiciaires du canton a été transféré au service de l'informatique et des télécommunications (SITel). La convention de prestations informatiques passée entre le pouvoir judiciaire et le SITel devra par conséquent être revue et renégociée. Ce transfert soulève la question plus générale des compétences de direction et de gestion du pouvoir judiciaire au regard de la nouvelle loi sur la justice. A cet effet, le Tribunal cantonal a ouvert un échange de vues avec le Conseil de la magistrature.

La charge de travail du Tribunal cantonal est restée très importante en 2010. Elle devrait encore augmenter à la suite de l'entrée en vigueur des deux codes de procédure suisses. Grâce aux moyens accordés et aux mesures extraordinaires prises, la surcharge de la Cour des assurances sociales va en diminuant. Anne-Sophie Peyraud a été réélue Présidente suppléante de la Cour jusqu'au 31 décembre 2012.

## II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

### A. En général

1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

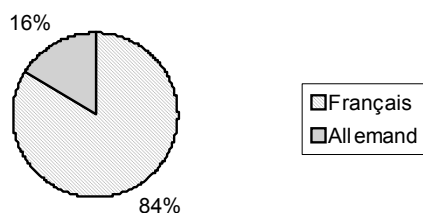
#### TRIBUNAL CANTONAL

Statistique générale	2010	2009	2008
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	1458*	1494*	1284
b) affaires enregistrées	3489	3324	3488
c) affaires liquidées	3583	3355	3267
d) affaires pendantes au 31 décembre	1364	1463	1505

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

#### Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 3008 décisions en français et 575 en allemand.



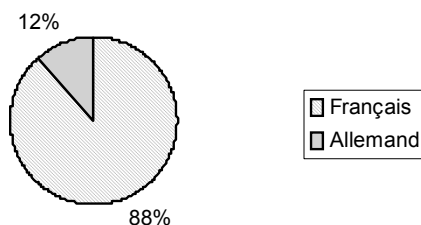
#### SECTION CIVILE

Statistique générale	2010	2009	2008
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	117*	133	137
b) affaires enregistrées	774	770	758
c) affaires liquidées	761	782	762
d) affaires pendantes au 31 décembre	130	121	133

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2009 et le 01.01.2010 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques 2009.

#### Langue des affaires liquidées

La section a rendu 673 décisions en français et 88 en allemand.

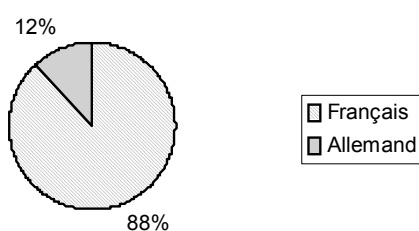


## SECTION PENALE

Statistique générale	2010	2009	2008
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	131	138	115
b) affaires enregistrées	1437	1237	1238
c) affaires liquidées	1460	1244	1215
d) affaires pendantes au 31 décembre	108	131	138

### Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1284 décisions en français et 176 en allemand.



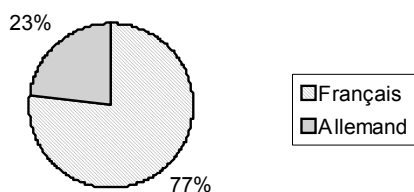
## SECTION ADMINISTRATIVE

Statistique générale	2010	2009	2008
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	1206*	1223*	1032
b) affaires enregistrées	1267	1296	1480
c) affaires liquidées	1347	1312	1281
d) affaires pendantes au 31 décembre	1126	1207	1231

\* La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

### Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1036 décisions en français et 311 en allemand.



Le nombre des affaires enregistrées en **section civile** en 2010 est resté stable par rapport à l'année précédente; il a augmenté de 16% en **section pénale**.

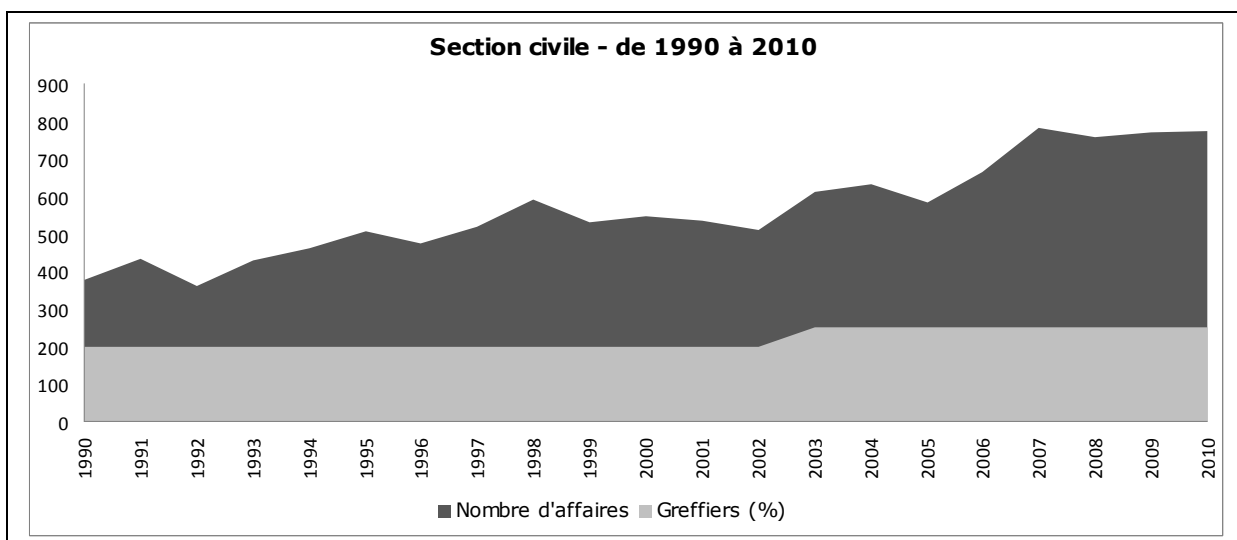
Le nombre de nouvelles affaires enregistrées en 2010 auprès de la **section administrative** a baissé de 184 dossiers. A l'exception de la deuxième Cour, de la Cour fiscale et de l'Autorité judiciaire pour les mesures de contrainte, qui comptabilisent une augmentation de 36 nouvelles affaires pour la première, 30 pour la seconde et 10 pour la dernière de plus qu'en 2009, toutes les Cours ont subi une baisse dans l'enregistrement des nouveaux recours.

Au niveau de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 1154 dossiers, ce qui représente 46,7% des affaires pendantes en 2010 auprès de la section (dossiers pendants [769] et nouvelles affaires enregistrées [385] confondus). La Cour fiscale totalise 14,5% des enregistrements (128 dossiers pendants et 232 nouvelles affaires), la I<sup>ère</sup> Cour administrative (y compris les mesures de contrainte) 16,2% (125 dossiers pendants et 276 nouvelles affaires) et la III<sup>ème</sup> Cour administrative 15,1% (114 dossiers pendants et 258 nouvelles affaires). Le solde de 7,5% revient à la II<sup>ème</sup> Cour administrative (70 dossiers pendants et 118 nouvelles affaires).

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a augmenté (+ 35 dossiers) par rapport à l'exercice précédent. Le nombre d'affaires liquidées a été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une baisse de 81 des affaires pendantes au 31 décembre 2010.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

## 2. Evolution des affaires et effectifs des sections civile et pénale<sup>1</sup> au cours des vingt dernières années (1990 à 2010)



Les statistiques révèlent que la section civile traite actuellement plus du double des affaires qu'il y a vingt ans avec pratiquement le même effectif.

L'augmentation des affaires s'explique d'une part par celle de la population (+ 25%) et le développement économique du canton (+ 42% d'entreprises inscrites au Registre du commerce) durant les vingt dernières années. Ainsi, les procédures de divorce ont pratiquement doublé, de même que les litiges de droit du travail et de droit commercial. D'autre part, le nombre d'avocats inscrits au barreau est passé de 87 en 1990 à 159 en 2009 (cf. Annuaire statistique du canton de Fribourg 2011, p. 14, 61, 174 et 467).

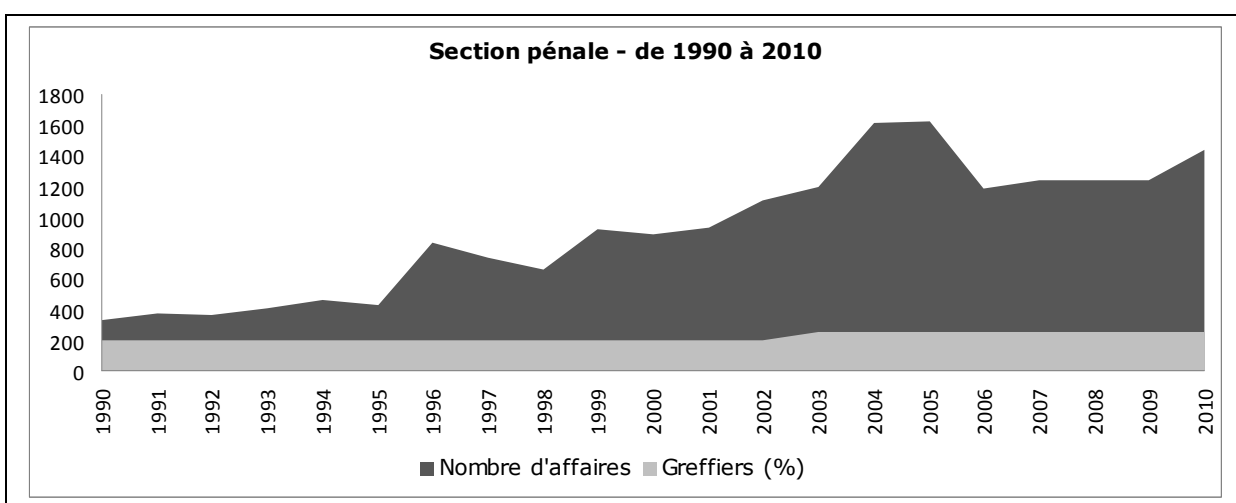
<sup>1</sup> Les données de la section administrative n'ont pas été intégrées à ces différents graphiques. Les structures de dite section différant sensiblement des sections civile et pénale, une analyse comparative n'est pas représentative de la situation réelle. En effet, la section administrative ne compte pas de greffiers adjoints : les Cours générales ne disposent d'aucun greffier, alors que les Cours spéciales sont dotées de greffiers-rapporteurs mais ne fonctionnent qu'avec un seul juge professionnel.

L'accroissement de la charge de travail s'est ressenti dans tous les domaines; le nombre des présidents de tribunaux d'arrondissement est ainsi passé de 13 à 17 ces vingt dernières années, ce qui correspond à une augmentation d'environ 30%. Et le praticien de la jurisprudence sait que les exigences de motivation du jugement se sont considérablement élevées durant cette période.

La section civile a pu faire face à la charge de travail accrue en adaptant son organisation et rationalisant ses processus de travail et l'utilisation de l'outil informatique, mais surtout en confiant d'importantes responsabilités supplémentaires à ses greffiers. Ceux-ci sont en effet de plus en plus souvent chargés d'établir des projets de jugement de manière indépendante.

Malgré de réitérées requêtes d'augmentation de l'effectif, les sections civiles et pénales ne furent entendues qu'une seule fois, en 2003, année au cours de laquelle elles obtinrent un poste de greffier supplémentaire, par le biais d'un transfert de poste.

Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse.



En vingt ans, le nombre d'affaires à charge de la section pénale a quasiment triplé (326 cas en 1990; 940 en 2010, non compris les visas de détention), avec une nouvelle poussée depuis 2009. Parallèlement, le nombre des juges au Tribunal cantonal n'a pas évolué.

Entre 1990 et 2009, le nombre des condamnations a presque triplé dans le canton de Fribourg (1990 : 1576 ; 2009 : 4494<sup>2</sup>), dont la forte croissance démographique est connue<sup>3</sup>. L'augmentation du nombre des juges d'instruction (passé de 3 en 1990 à 10 en 2009<sup>4</sup>) et des juges de répression (notamment avec la création du Tribunal pénal économique) a aussi contribué à augmenter le volume d'affaires de la section pénale. Les réformes législatives ont accru la participation des avocats, eux aussi en augmentation, à tous stades de la procédure, y compris devant la Cour d'appel pénal. Celle-ci a tenu en 2010 une trentaine de séances, d'1/2 journée à deux jours, qui ont chaque fois mobilisé trois juges et un greffier.

La charge de travail de la section pénale ne peut plus être endiguée par l'investissement personnel de ses membres – aussi occupés dans d'autres Cours dont le volume de travail a également augmenté –, par des renforts ponctuels ou par des mesures d'organisation qui ont déjà été prises.

En conclusion, il est impératif que chaque juge engagé aujourd'hui dans les sections civile et pénale dispose d'un greffier collaborateur personnel à plein temps.

<sup>2</sup> Annuaire statistique du canton de Fribourg.

<sup>3</sup> Selon l'Office fédéral de la statistique, le cap de 300'000 habitants devrait être atteint par le canton en 2015.

<sup>4</sup> Le Ministère public, chargé de l'instruction dès 2011, est composé de 14 procureurs.

I. Affaires enregistrées

	<b>SECTION CIVILE*</b>	<b>SECTION PENALE**</b>
1990	<b>378</b>	<b>326</b>
1991	<b>432</b>	<b>368</b>
1992	<b>361</b>	<b>359</b>
1993	<b>429</b>	<b>401</b>
1994	<b>463</b>	<b>464</b>
1995	<b>506</b>	<b>425</b>
1996	<b>475</b>	<b>829</b>
1997	<b>519</b>	<b>730</b>
1998	<b>592</b>	<b>663</b>
1999	<b>533</b>	<b>919</b>
2000	<b>548</b>	<b>887</b>
2001	<b>535</b>	<b>938</b>
2002	<b>512</b>	<b>1114</b>
2003	<b>612</b>	<b>1196</b>
2004	<b>633</b>	<b>1608</b>
2005	<b>585</b>	<b>1624</b>
2006	<b>666</b>	<b>1185</b>
2007	<b>782</b>	<b>1244</b>
2008	<b>757</b>	<b>1242</b>
2009	<b>770</b>	<b>1237</b>
2010	<b>774</b>	<b>1437</b>

*\*Y compris la Chambre des assurances (1990-1991) et la Chambre du registre du commerce (1990-2007)*

*\*\*Prolongations, depuis 2008 contrôles de la détention provisoire compris (497 causes en 2010)*

II. Effectif des greffiers\*

	<b>SECTION CIVILE</b>	<b>SECTION PENALE</b>
1990	<b>2</b>	<b>2</b>
1991	<b>2</b>	<b>2</b>
1992	<b>2</b>	<b>2</b>
1993	<b>2</b>	<b>2</b>
1994	<b>2</b>	<b>2</b>
1995	<b>2</b>	<b>2</b>
1996	<b>2</b>	<b>2</b>
1997	<b>2</b>	<b>2</b>
1998	<b>2</b>	<b>2</b>
1999	<b>2</b>	<b>2</b>
2000	<b>2</b>	<b>2</b>
2001	<b>2</b>	<b>2</b>
2002	<b>2</b>	<b>2</b>
2003	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2004	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2005	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2006	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2007	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2008	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2009	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2010	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>

\*Greffier-chef compris (0,5 en section civile et pénale)



### 3. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	<b>1 à 30 Jours</b>	<b>1 à 3 mois</b>	<b>3 à 6 mois</b>	<b>6 à 12 mois</b>	<b>1 à 2 ans</b>	<b>Plus de 2 ans</b>
I <sup>ère</sup> Cour d'appel civil	18	38	30	30	8	1
II <sup>ème</sup> Cour d'appel civil	57	93	38	25	1	4
Chambre des poursuites et faillites	166	30	6	2	0	0
Cour d'appel pénal	9	15	14	32	18	0
Chambre pénale	574	102	44	29	9	2
Président de la Chambre pénale	590	8	0	0	1	0
I <sup>ère</sup> Cour administrative	33	29	28	48	23	16
II <sup>ème</sup> Cour administrative	11	19	17	24	12	10
III <sup>ème</sup> Cour administrative	55	107	28	34	18	7
Cour fiscale	17	56	19	51	60	1
Cour des assurances sociales	37	43	46	41	64	276

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au Juge rapporteur avant le paiement de l'avance qui doit être demandée à chaque partie (délai de trente jours susceptible de deux prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre élevé de 276 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans en Cour des assurances sociales s'explique par la surcharge de dite Cour. Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

### 4. Surveillance directe et déléguée

#### Inspections annuelles déléguées

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté les tribunaux, y compris des baux, des arrondissements de la Sarine (partiellement), de la Singine, de la Glâne et de la Veveyse; l'Office des Juges d'instruction (partiellement); les Juges de la détention; l'Autorité de surveillance du registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires, de recours de l'Université et de recours en matière d'améliorations foncières. Il a aussi inspecté certaines préfectures.

## Surveillance directe en matière tutélaire

Le compte rendu suivant vaut rapport au Grand Conseil, au sens de l'art. 10 al. 3 LOT.

La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a inspecté les chambres des tutelles d'arrondissement et la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance (ci-après : CPLFA), dont elle a la surveillance directe (art. 7 LOT).

De leur côté, les chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont inspecté la justice de paix de leur arrondissement et, jusqu'à ce jour, aucune difficulté n'a été relevée. Il a parfois été relevé que le taux d'activité attribué au juge de paix était insuffisant.

### a) Privation de liberté à des fins d'assistance

497 décisions ont été rendues en la matière en 2010 et communiquées à la CPLFA. Celle-ci a connu de 89 demandes de contrôle judiciaire.

La CPLFA a inspecté les Justices de paix de la Singine, de la Gruyère et de la Veveyse en leur qualité d'autorités de placement.

Les placements demeurent majoritairement prononcés d'urgence. Il semble que les médecins prennent de mieux en mieux conscience que le placement est une mesure lourde et il n'a pas été constaté de cas dans lesquels un placement aurait été ordonné à la légère. Les médecins omettent parfois d'aviser la justice de paix du placement qu'ils décident d'urgence; en revanche la CPLFA en est avisée.

La plupart des placements sont exécutés à Marsens. Un placement hors du canton n'a lieu qu'avec l'accord du médecin cantonal et si la caisse maladie de l'intéressé couvre ce placement.

La CPLFA signale qu'il y a encore des cas où l'hôpital de Marsens prononce des libérations alors qu'il n'est pas compétent pour le faire, mais ces cas sont en diminution (cf. Rapport pour l'exercice 2009, p. 6). La Chambre des tutelles rappellera à l'hôpital de Marsens les règles relatives à la compétence pour libérer les personnes internées.

Avec La Sapinière il y a une sorte de roulement car cet établissement souhaite n'accepter qu'une ou deux personnes en privation de liberté à la fois.

### b) Autres mesures tutélaires

Récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2010 dans le canton

<b>A. Adultes</b>				<b>1.1. - 31.12.2010</b>		
				féminin	masculin	Total
Interdiction	art. 369			18	24	42
Interdiction	art. 370			1	5	6
Interdiction	art. 371			0	0	0
Interdiction	art. 372			16	24	40
dont placement sous autorité parentale selon art. 385 III CC (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)	fém.	masc.	total			
	15	12	27			
Curatelle	art. 392			19	21	40
Curatelle	art. 393			10	8	18
Curatelle	art. 392/393			28	25	53

Curatelle	art. 394	140	171	311
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395	1	6	7
<b>B. Enfants / Kinder</b>		<b>1.1. - 31.12.2010</b>		
Mesures protectrices (sans 308-312)	art. 307	24	30	54
Curatelle (sans 309 et 312)	art. 308	146	171	317
	fém.	masc.	total	
dont curatelle selon 308 al. 1 (sans al. 2)	37	44	81	
dont curatelle selon 308 al. 2 (avec ou sans al. 1)	98	114	212	
dont curatelle selon 308 al. 2+3 (avec ou sans al. 1)	11	13	24	
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309	20	24	44
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310	34	37	71
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)	art. 311/312	3	5	8
Les remises existantes de comptes et rapports	art. 318 III	39	45	84
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324	0	4	4
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325	4	1	5
Tutelle pour mineurs	art. 368	16	11	27
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392	39	42	81
Représentation de l'enfant dans la procédure de divorce	art. 146/147	1	2	3
Autorité parentale conjointe	Art. 298a/134 III	167	175	342

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2010 dans tout le canton.

<b>A. Adultes</b>		<b>1.1. - 31.12.2010</b>		
		féminin	masculin	Total
Interdiction	art. 369	254	329	583
Interdiction	art. 370	30	76	106
Interdiction	art. 371	0	1	1
Interdiction	art. 372	364	492	856
dont placement sous autorité parentale selon art. 385 III CC (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)	fém.	masc.	total	
	151	167	318	
Curatelle	art. 392	86	80	166
Curatelle	art. 393	118	96	214
Curatelle	art. 392/393	65	58	123
Curatelle	art. 394	963	1031	1994
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395	166	248	414
<b>B. Enfants</b>		<b>1.1. - 31.12.2010</b>		
Mesures protectrices (sans 308-312)	art. 307	103	118	221

Curatelle (sans 309 et 312)				art. 308	603	666	1269
	fém.	masc.	total				
dont curatelle selon 308 al. 1 (sans al. 2)	102	159	261				
dont curatelle selon 308 al. 2 (avec ou sans al. 1)	274	232	506				
dont curatelle selon 308 al. 2+3 (avec ou sans al. 1)	18	35	53				
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)				art. 309	59	50	109
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)				art. 310	42	75	117
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)				art. 311/312	16	21	37
Les remises existantes de comptes et rapports				art. 318 III	1	3	4
Mesures pour la protection des biens de l'enfant				art. 324	3	6	9
Curatelle d'administration des biens de l'enfant				art. 325	15	7	22
Tutelle pour mineurs				art. 368	72	99	171
Curatelle de représentation pour mineurs				art. 392	67	72	139
Représentation de l'enfant dans la procédure de divorce				art. 146/147	4	7	11

## B. I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Cette activité n'a pas de précédent : l'augmentation a été de 46%. L'engagement soutenu des membres de la Cour et de leurs collaboratrices et collaborateurs a permis de résorber une bonne partie du supplément. Le solde en cours reste cependant élevé et la nouvelle procédure civile doit amener un nombre important de nouvelles causes. La situation est donc très inquiétante malgré l'octroi d'un poste de greffier-rapporteur en 2011.

Comme précédemment, une certaine priorité a nécessairement été donnée aux affaires relevant du droit de la famille, en particulier pour ce qui concerne les enfants, avec pour conséquence, ici comme ailleurs, le report du traitement des affaires volumineuses. Ces dernières relèvent généralement du droit commercial et du droit des successions, mais parfois aussi du droit de la famille. Il a cependant été fait en sorte que les anciennes affaires restent dans une proportion raisonnable : les affaires de plus d'un an sont au nombre de 5 (dont 1 suspendue, 3 en finalisation de transaction et 1 en traitement).

## C. II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil

La Cour avait connu une augmentation des causes enregistrées de 36% en 2009. Le nombre de ces causes s'est stabilisé à ce haut niveau en 2010.

## D. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

En sa qualité d'autorité cantonale de surveillance, la Chambre des poursuites et faillites a procédé le 13 octobre 2010 à l'épuration des registres des pactes de réserve de propriété de tous les arrondissements de poursuite du canton; ceux-ci n'avaient plus été épurés depuis 2004. Le 23 novembre 2010, la Chambre a donné des directives à l'Office cantonal des faillites sur le contenu des attestations de faillite; ces directives sont publiées sur le site internet du Pouvoir judiciaire (<http://www.fr.ch/pj>).

Dix candidats ont passé avec succès les examens mettant fin aux deux ans de formation des collaborateurs des offices des poursuites et faillites des cantons de Fribourg et Neuchâtel. La remise des diplômes a eu lieu le 16 décembre 2010.

## **E. Cour de modération**

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

## **F. Chambre des tutelles**

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

## **G. Cour d'appel pénal**

Le rapport du Tribunal cantonal 2009 indiquait qu'il apparaissait qu'en 2010, la Cour d'appel pénal ne pourrait pas traiter, dans des délais raisonnables et avec soin, les affaires de sa compétence si elle ne disposait pas au moins de l'effectif des greffiers qui est le sien depuis mars 2009. Grâce au maintien de cet effectif, les objectifs ont été partiellement tenus: 80% des dossiers sont liquidés en moins d'une année (70 sur 88) bien que la Cour ait statué sur plusieurs recours portant sur des dossiers volumineux dont la presse s'est fait l'écho. Le nombre d'affaires pendantes à la fin 2010 est resté stable (58 en 2010 ; 56 en 2009). Par contre, le nombre et la durée des séances, l'insuffisance des forces de travail de greffiers et la mise à contribution limitée des Juges suppléants expliquent la baisse du nombre de dossiers liquidés (88 en 2010; 113 en 2009). La nouvelle procédure pénale, et les exigences moins strictes en matière de motivation des recours, nécessitent la collaboration d'un nombre supérieur de greffiers efficaces et compétents.

## **H. Chambre pénale**

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

## **I. I<sup>ère</sup> Cour administrative**

L'activité de la I<sup>ère</sup> Cour administrative pour l'année 2010 n'amène pas de remarques particulières.

## **J. II<sup>ème</sup> Cour administrative**

L'activité de la II<sup>ème</sup> Cour administrative pour l'année 2010 n'amène pas de remarques particulières.

## **K. III<sup>ème</sup> Cour administrative**

L'activité de la III<sup>ème</sup> Cour administrative pour l'année 2010 n'amène pas de remarques particulières.

## **L. Cour fiscale**

La Cour fiscale a subi une légère augmentation des recours enregistrés (+ 15%). De plus, le traitement des cas pendants a été ralenti en raison des problèmes de santé de son Président.

Par ailleurs, la Cour fiscale a eu de nouveau à juger un large éventail de questions juridiques les plus diverses et complexes pour une part d'entre elles. Les questions de l'imposition de la famille ainsi que la délimitation entre frais de formation et frais de perfectionnement en ont constitué deux points forts. La publication des jugements sur le

site Internet du Tribunal cantonal et la Revue fribourgeoise de jurisprudence donne un aperçu partiel des affaires traitées.

Même après la réforme récente de l'imposition de la famille, des problèmes importants continuent à se présenter (voir les remarques énoncées sur cette question dans le rapport de l'année 2006 déjà). En outre, la Cour fiscale a exprimé de façon répétée son malaise concernant le traitement fiscal réservé aux frais de formation et de perfectionnement. Il reste à espérer que le législateur fédéral achève rapidement la révision légale en cours sur cet objet. Et il serait bon que les cantons veillent à une pratique quelque peu harmonisée.

## **M. Cour des assurances sociales**

En 2010, grâce aux effets bénéfiques conjugués de l'augmentation des liquidations et d'une baisse des nouvelles affaires, la Cour des assurances sociales, après quatre années difficiles, a enfin pu renouer avec les chiffres noirs et diminuer la masse des affaires pendantes de 122. Le concours de l'ensemble des membres, collaboratrices et collaborateurs de la Cour, en particulier de celui des nouveaux Juges et Présidents suppléants, des trois greffiers-rapporteurs supplémentaires engagés avec le soutien du Conseil de la magistrature (cf. points III.A et III.B) a permis d'atteindre ce résultat réjouissant. Les contributions du Juge suppléant Johannes Frölicher par la liquidation de nombreuses affaires ainsi que du Juge Hugo Casanova qui, à côté de sa propre Cour, a assumé la responsabilité présidentielle de l'ensemble des décisions d'irrecevabilité ou de classement jusqu'au moment où sont survenus ses problèmes de santé, y sont également pour beaucoup dans ces chiffres positifs. La Cour demeure toutefois saisie d'un nombre considérable d'affaires pendantes et les efforts consentis doivent être poursuivis afin de parvenir à une durée convenable des procédures. Les dossiers d'assurance-invalidité sont parmi les plus chronophages et, malgré une baisse significative des entrées depuis 2008, représentent toujours le tiers des recours et actions interjetés auprès de la Cour. Depuis quelques années, celle-ci est amenée en outre à réaliser de manière plus conséquente les partages des avoirs LPP après divorce; ces affaires, qui constituent le dernier chapitre d'un divorce, doivent être traitées de manière diligente. Elles impliquent toutefois de nombreuses mesures d'instruction afin de retrouver des avoirs accumulés durant parfois plusieurs dizaines d'années et retardent de ce fait la liquidation des dossiers plus anciens.

## **III. PERSONNEL**

### **A. Juges**

Peu de changements sont apparus dans les activités accessoires des Juges. Françoise Bastons Bulletti est membre du Comité de l'Office familial de Fribourg ainsi que de GEMME (Groupement européen des magistrats pour la médiation). Hubert Bugnon est membre d'un Tribunal arbitral *ad hoc* et préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et a en outre été élu à la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Georges Chanez est Président de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, membre de la Commission d'examen des candidats au barreau, membre du Comité de pilotage du logiciel Themis pour les offices de poursuites (CICLOP) et membre de la Commission de surveillance des notaires. Pierre Corboz est membre du Conseil de la magistrature. Josef Hayoz est président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6<sup>ème</sup> arrondissement. Il est également désormais membre de la Commission cantonale de nomenclature. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau avec Alexandre Papaux. Christian

Pfammatter est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Adrian Urwyler est membre du Comité de direction de la Fondation pour la formation continue des Juges suisses et de la direction de l'Académie suisse de la magistrature; jusqu'en juin, il a présidé la Commission de recours de l'Eglise évangélique-réformée du canton de Fribourg. Michel Wuilleret est Président de l'Instance d'appel de l'UEFA (Union of European Football Association). Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, arrondissement 2 (période de fonction 2009-2012).

Michel Wuilleret a été nommé juge d'instruction spécial, les Juges d'instruction s'étant tous récusés dans une affaire de plainte contre inconnu pour violation du secret de fonction.

Le Grand Conseil a réélu, pour une durée indéterminée, Pierre Corboz en qualité de Juge cantonal et François-Xavier Audergon, Ursula Schneider Schüttel et Kurt Schwab en qualité de Juges suppléants.

La Cour des assurances sociales devant faire face à une très importante surcharge, des mesures urgentes lui ont été accordées en 2009 par l'apport limité à deux ans d'un Juge suppléant à 100%, Anne-Sophie Peyraud, ainsi que par l'élection des Juges suppléants Johannes Frölicher et Armin Sahli. En outre, le Président de la Cour des assurances sociales, Armand Bloch, souffrant de problèmes de santé, des mesures de remplacement extraordinaires ont également dû être mises en place par l'octroi d'un crédit de six mois pour un poste de juge. Catherine Schuler Perotti et Françoise Ferrari Gaud ont ainsi été nommées Juges suppléantes du 1<sup>er</sup> décembre 2009 au 31 mai 2010 à raison d'un taux d'activité de 60%, respectivement de 20%. La charge de travail de la Cour étant restée très importante en 2010, leur mandat a été reconduit jusqu'à la fin de l'année 2010. Afin de résorber le retard de la Cour dans la liquidation de ses dossiers, quatre greffiers-rapporteurs, Bernhard Schaaf, Marc Boivin, Maude Favarger et Christoph Rohrer, ont été élus Juges suppléants jusqu'à fin 2011.

Le mandat d'Anne-Sophie Peyraud devant prendre fin en février 2011 (élection pour deux ans - cf. ci-dessus), sur demande du Conseil de la magistrature, le Grand Conseil l'a réélue jusqu'au 31 décembre 2012. Enfin, le Président de la Cour a recommencé à travailler à temps partiel depuis le printemps 2010.

Enfin, Michel Wuilleret a été élu Juge auprès du Tribunal des mesures de contrainte par le Grand Conseil à la séance de novembre.

## **B. Greffe**

Felix Baumann, greffier-adjoint auprès des sections civile et pénale depuis 1993, a été élu Juge auprès du Tribunal des mesures de contrainte par le Grand Conseil à la séance de novembre. Le Tribunal cantonal souhaite plein succès dans sa nouvelle fonction à ce collaborateur, bilingue, très qualifié. Michel Pellascio a été engagé pour le remplacer.

Comme déjà mentionné ci-dessus, la Cour des assurances sociales devant faire face à une surcharge très importante, des mesures urgentes lui ont été accordées pour 2009 par l'apport limité à deux ans d'un Juge suppléant à 100% ainsi que d'un poste de greffier-rapporteur également à 100%. De nouvelles mesures, limitées à fin décembre 2011, lui ont été octroyées courant 2010 par l'élection de quatre greffiers-rapporteurs à des postes de magistrats ainsi que l'engagement de trois nouveaux greffiers-rapporteurs et l'augmentation du taux d'activité de greffiers-rapporteurs en place. Alexandre Vial, Oliver Collaud et Olivier Raemy ont ainsi rejoint la Cour en juillet et août.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, Stéphanie Murenzi, Cornelia Rotzetter, Alexandre Triverio, Nicole Schmutz Larequi, Baptiste Morard, Öznur Üzmez, Claire de Reyff, Emilie Praz et Carole Favre ont accompli un stage de greffier/ère.

Sans compter les greffiers-chefs (1 unité de poste à Fribourg et 0,7 unité à Givisiez) et les greffiers-rapporteurs élus Juges suppléants (4.7 unités de poste), les greffiers-rapporteurs et les greffiers-adjoints totalisent 12 unités de poste, réparties entre 16 personnes (Fribourg : 4 unités de poste, réparties entre 7 personnes; Givisiez: 8 unités de poste, réparties entre 9 personnes).

### **C. Equipe informatique**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, le poste de coordinateur-organisateur des projets informatiques du Pouvoir judiciaire est rattaché au Service de l'informatique et des télécommunications (SITel). Les postes de Michel Corbaz, responsable du support et du parc informatiques, et Florian Bassenne, informaticien, dépendent également désormais du SITel. Erika Chappuis, Katrin Stahl et Ruth Trevisan œuvrent toujours à la codification des modèles nécessaires aux différentes instances.

La participation de nouvelles collaboratrices, en particulier de Martine Arm, Christiane Becar et Soraya Bosson pour le Tribunal cantonal, à cette codification a été rendue nécessaire par la charge de travail très importante engendrée par l'entrée en vigueur des nouveaux codes de procédures fédéraux.

### **D. Secrétariat**

Une secrétaire francophone a été mise à disposition de la Cheffe de projet à un taux d'activité de 10%.

Le secrétariat de la section administrative a également pu bénéficier de mesures extraordinaires liées à la charge de travail importante de la Cour des assurances sociales et engager ainsi Gwendoline Remy pour une période de deux ans et Ariane Menoud jusqu'à la fin décembre 2011.

Sans compter les cheffes de bureau (1 unité de poste à Fribourg et 0,7 unité à Givisiez) et les apprentis, le secrétariat totalise 8.1 unités de poste, réparties entre 13 personnes (Fribourg : 5 personnes; Givisiez : 8 personnes).

## **IV. AUTRES ACTIVITES**

A l'occasion de la Journée européenne de la justice civile, la section civile du Tribunal cantonal a organisé une exposition à l'Hôtel de Ville, avec pour objectif la présentation au public des activités de la justice civile fribourgeoise. Sept thèmes ont été retenus pour être explicités dans un chemin de panneaux, sous la forme de questions-réponses. Les panneaux ont été exposés à l'Hôtel de Ville du 5 au 12 novembre 2010. Les visiteurs de l'exposition ont aussi eu l'occasion de découvrir la salle du Tribunal cantonal.

Les panneaux informaient les citoyens en leur donnant des conseils pratiques sur des questions qui peuvent les toucher un jour ou l'autre dans leur vie. Avec des thèmes comme les pensions alimentaires, les salaires non versés, l'obligation d'entretien des enfants majeurs, le droit du bail ou encore les moyens de défense offerts et le coût d'un procès civil, les Juges ont clarifié leur action et montré les multiples possibilités offertes aux citoyens de se faire entendre. L'un des panneaux était spécifiquement consacré à la nouvelle procédure civile, dont il présentait les grandes nouveautés.

Le 9 novembre 2010, le Tribunal cantonal a organisé sa traditionnelle réunion avec la presse pour un échange de vues sur différentes questions, liées notamment à l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale suisse; il y a invité le Procureur général élu.



Le 26 novembre 2010, le Tribunal cantonal a aussi rencontré le Conseil de l'Ordre des avocats fribourgeois (OAF). La bonne collaboration avec l'Ordre s'est notamment concrétisée par la participation des Juges cantonaux Hubert Bugnon et Alexandre Papaux aux journées de formation sur les nouvelles procédures suisses, les 19 novembre et 3 décembre 2010.

La Cour d'appel pénal a pour sa part accueilli le 2 juillet 2010 une délégation du Tribunal cantonal vaudois pour un échange de vues sur le nouveau code de procédure pénale suisse. Elle a aussi rencontré le Procureur général élu le 21 décembre 2010.

Les 19 et 20 mars 2010, Gabrielle Multone a participé au colloque interdisciplinaire sur la notion de l'honneur organisé par les facultés des lettres et théologie de l'Université de Fribourg et présenté la notion de l'honneur en droit pénal et administratif.

Dans le cadre des échanges avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg l'Université de Fribourg et, plus particulièrement, avec le Professeur Jean-Baptiste Zufferey, la section administrative du Tribunal cantonal a reçu, le 14 avril 2010, les étudiants suivant les études de Master en droit pour une présentation de l'activité judiciaire.

Les 9 et 10 septembre 2010, Michel Wuilleret, Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Marianne Jungo et Anne-Sophie Peyraud ont participé à la Journée des juges administratifs suisses à Lausanne.

### **Formations suivies par les Juges**

Les Juges ont suivi les formations suivantes.

La majorité des membres des sections civile et pénale a suivi les Journées de formation de l'OAF pour les nouvelles procédures civile et pénale. En outre, Hubert Bugnon a participé à la Journée de droit de la circulation routière et au Symposium de droit des contrats de l'Université de Fribourg. Alexandre Papaux a suivi les journées de formation sur le nouveau CPP et CPC, à Genève et Neuchâtel, les journées du droit de la circulation routière, à l'Université de Fribourg, ainsi que le séminaire sur le droit du bail, à Neuchâtel. Adrian Urwyler a participé aux journées du droit de la circulation routière, à l'Université de Fribourg, à une journée de formation sur la nouvelle procédure civile organisée par la Fondation pour la formation continue des juges suisses et à deux séminaires en droit économique, à Berne, et en droit matrimonial, à Zurich.

Josef Hayoz, Marianne Jungo et Gabrielle Multone ont participé aux Journées du droit de la circulation routière. Josef Hayoz a également pris part à la Journée des Commissions fédérales d'estimation et Marianne Jungo aux Assises du social. Hugo Casanova a participé à la "Conférence sur les impôts fédéraux 2010" à Berne, aux deux séminaires "Imposition de la famille et du couple – en particulier lors de séparation, divorce et en cas de décès" ainsi que "Questions de base et perspectives du droit fiscal suisse" et aux "Tax Talks" (consacré à des questions actuelles de droit pénal fiscal) de l'Institut de droit fiscal suisse et international (ISIS) à Zurich. Christian Pfammatter et Gabrielle Multone ont suivi une conférence sur "L'accord sur la libre circulation des personnes Suisse - EU: interprétation et application dans la pratique". Christian Pfammatter a également suivi les conférences organisées par l'OAF sur les nouvelles procédures civile et pénale. Il a également participé, avec Marianne Jungo et Gabrielle Multone, à une journée de formation à Neuchâtel portant sur le droit de la santé: l'expertise médicale. Anne-Sophie Peyraud a participé à la *Sozialversicherungsrechtstagung* à Lucerne ainsi qu'à la Journée des Commissions fédérales d'estimation.

## Activités scientifiques des Juges/greffiers

Françoise Bastons Bulletti a présenté le métier de juge aux collégiens (Jobinfo), a donné un cours sur les métiers de la justice aux étudiants de 1<sup>ère</sup> année de la faculté de droit de l'Université de Fribourg (cours d'introduction au droit) et un cours sur l'exécution forcée des contributions d'entretien aux étudiants de bachelor de la même faculté (cours de droit de l'existence). Elle est aussi chargée de conférences sur la procédure civile pour les avocats-stagiaires fribourgeois. Elle a enfin collaboré au Commentaire romand du Code civil, paru en octobre 2010, commentant les dispositions relatives à l'exécution des contributions d'entretien du droit de la famille et à l'attribution de l'autorité parentale dans le divorce.

Hubert Bugnon a *coaché* un travail de diplôme de l'Académie suisse de la magistrature (Université de Neuchâtel) et a donné une conférence sur les recours en procédure civile lors de la Journée de formation de l'OAF.

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse annuelle a paru au volume 79 (septembre 2010), p. 189 ss, sous le titre "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2008 – Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)": Il a en outre collaboré comme conférencier au séminaire sur "Imposition de la famille et du couple – en particulier lors de séparation, divorce et en cas de décès" organisé par l'Institut Suisse et International de Droit fiscal.

Hugo Casanova et Pierre Corboz sont membres du Comité de rédaction de la RFJ. Pierre Corboz a en outre été chargé de cours à la formation des magistrats (Université de Neuchâtel), dans le cadre du Vème module de l'Académie suisse de la magistrature, sur le thème "Publicité et justice".

Alexandre Papaux est chargé de cours (appel pénal) pour les avocats-stagiaires. Il a aussi fait une présentation sur l'appel pénal lors de la journée de formation de l'OAF consacrée au nouveau CPP suisse. Il a enfin rédigé une note parue dans la RFJ 2010 p. 185-201, intitulée : La langue de la procédure civile et pénale devant le Tribunal cantonal fribourgeois - Commentaire des art. 115 al. 3 et 4, 116 al. 1 et 118 de la loi du 31 mai 2010 sur la justice et de l'ATF 136 I 149.

Adrian Urwyler a collaboré au Commentaire bâlois, Code de procédure pénale suisse, commentant la première section du chapitre consacré aux règles générales de procédure (art. 66 à 68 CPP). Il a en outre assumé la responsabilité du module d'enseignement "Tribunal et public" dans le cadre d'un cycle de formation auprès de l'Académie suisse de la magistrature et tenu une conférence sur le thème des relations publiques de la justice. Enfin, il a participé le 15 décembre 2010 à la journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Anne Berkemeier Keshelava a, conjointement avec Tornike Keshelava, publié un article intitulé "Die Aporie von Sinn und Zweck" dans l'ouvrage Christof Riedo/Gerhard Fiolka/Diego Gfeller (éd.): Liber amicorum für Marcel Alexander Niggli - Von Lemuren, Igel und anderen strafrechtlichen Themen, Bâle 2010, p. 149 ss.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats stagiaires portant sur la procédure administrative et l'aménagement du territoire.

Anne-Sophie Peyraud a rédigé un article "Le partage du 2<sup>ème</sup> pilier: questions pratiques", in: Pichonnaz P./Rumo-Jungo A. (édit.), Deuxième pilier et épargne privée en droit du divorce, Genève/Zurich/Bâle 2010, 73 ss.

Bernhard Schaaf a publié trois articles dans le volume 9 du Dictionnaire historique de la Suisse (DHS) [Historisches Lexikon der Schweiz (HLS)] : Rudolf von Muralt, p. 5 s., Samuel Mutach, p. 47, Personnalité, protection de, p. 627 s.

\*\*\*\*\*

## **Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts im Jahr 2010**

An den Justizrat

Sehr geehrte Frau Präsidentin  
Sehr geehrte Dame und Herren Mitglieder des Rates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 94 Abs. 4 eGOG und Ihrem Brief vom 29. November 2010 unseren Bericht für das Jahr 2010 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Dame und Herren Mitglieder des Rates, unserer vorzüglichen Hochachtung.

17. Februar 2011

Die Chef-Gerichtsschreiber :

Marjorie Jaquet a Marca

Henri Angéloz

Der Präsident :

Michel Wuilleret

\*\*\*\*\*

Der Bericht ist auf der Internetsite des Kantonsgerichts <http://www.fr.ch/tc> veröffentlicht.

## **ALLGEMEINER TEIL**

### **I. Allgemeine Bemerkungen**

Im Laufe des Jahres sind das Gesamtgericht zu sechs und die Verwaltungskommission zu zwölf Sitzungen zusammengetreten. Zudem wurden mehrere Entscheide administrativer Natur auf dem Zirkulationsweg gefällt.

Das Gesamtgericht und die Kommission haben sich mit allgemeinen Aufgaben der Geschäftsführung beschäftigt, insbesondere bezüglich des Personals und des Budgets, sie haben weiter Zuständigkeitsfragen behandelt und sich an verschiedenen Vernehmlassungen beteiligt. Auf Delegation des Justizrates haben die Kantonsrichter die traditionellen jährlichen Inspektionen durchgeführt.

Das Gericht hat in der Person von Isabelle Emmenegger eine Projektleiterin angestellt, die im Wesentlichen mit der Vorbereitung der tatsächlichen Fusion des Kantonsgerichts befasst sein wird; und zwar nicht nur hinsichtlich eines gemeinsamen Gebäudes, sondern auch im Geiste gemeinsamer Zusammenarbeit und gemeinsamen Verstehens. Diesbezüglich werden im Februar 2011 zwei Reflexionstage durchgeführt werden. Die Projektleiterin hat zusammen mit dem Präsidenten des Kantonsgerichts an den Sitzungen der Baukommission und der Baustellenkommission für den zukünftigen Sitz des Kantonsgerichts im ehemaligen Augustinerkloster teilgenommen. Verschiedene während der Arbeiten aufgetauchte Probleme konnten gelöst werden. Weitere Probleme, insbesondere im Zusammenhang mit der Bibliothek und der knappen Bemessung gewisser Räumlichkeiten, harren noch der Lösung.

Das Kantonsgericht wünscht ebenso wie der Grosse Rat eine eigene visuelle Identität, mit der der Gewaltenteilung Ausdruck verliehen, aber auch auf das Logo des Kantons Bezug genommen werden soll. Eine entsprechende gemeinsame Studie steht vor dem Abschluss.

Die Vorbereitung des Inkrafttretens der Zivil- bzw. Strafprozessordnung auf den 1. Januar 2011 bot Anlass zu einer intensiven inter- und intrakantonalen Zusammenarbeit. So haben sich auf Initiative des Bundesamtes für Justiz Vertreter der grossen Mehrzahl der Kantone im Jahr 2010 mehrmals getroffen, um Modelle der grundlegenden gerichtlichen Urkunden in Zivilsachen vorzubereiten, welche in der Folge den Kantonen zur Verfügung gestellt wurden. Auf kantonaler Ebene hat das Kantonsgericht mittels seiner Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen zwei Arbeitsgruppen ins Leben gerufen, nämlich eine Arbeitsgruppe „Zivilprozess“ und eine Arbeitsgruppe „Strafprozess“. Sie wurden von Kantonsrichtern geleitet und umfassten Vertreter der erstinstanzlichen Gerichtsbehörden. Sowohl die zivil- als auch die strafrechtlichen Vorlagen konnten im Herbst dem Informatikteam des Gerichtswesens zwecks Kodifizierung übergeben werden.

Um dem neuen Zwangsmassnahmengericht ein gesetzeskonformes Funktionieren zu ermöglichen, hat das Kantonsgericht entschieden, ihm gemäss noch festzulegenden Modalitäten den Gerichtssaal am Standort Givisiez zur Verfügung zu stellen.

Das gesamte Informatikteam der Gerichtsbehörden des Kantons ist zum Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) verlegt worden. Die zwischen dem ITA und dem Gerichtswesen abgeschlossene Vereinbarung ist deshalb zu überprüfen und neu zu verhandeln. Diese Verlegung wirft die grundsätzliche Frage hinsichtlich der Leitungs- und Verwaltungskompetenzen des Gerichtswesens im Lichte des neuen Justizgesetzes auf. In diesem Zusammenhang hat das Kantonsgericht mit dem Justizrat einen Meinungsaustausch eröffnet.

Die Arbeitslast am Kantonsgericht ist auch im Jahr 2010 sehr hoch geblieben. Sie dürfte mit dem Inkrafttreten der beiden Schweizerischen Prozessordnungen noch zunehmen. Dank der zur Verfügung gestellten Mittel und der ausserordentlichen Massnahmen, die getroffen wurden, ist die Überlastung des Sozialversicherungsgerichtshofs im Abnehmen begriffen. Anne-Sophie Peyraud ist als stellvertretende Präsidentin dieses Hofes mit Wirkung bis zum 31. Dezember 2012 wiedergewählt worden.

## II. GERICHTSTÄTIGKEIT

### A. Allgemeines

1. Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

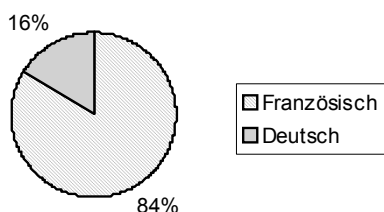
#### KANTONSGERICHT

Allgemeine Statistik	2010	2009	2008
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1458*	1494*	1284
b) eingetragene Angelegenheiten	3489	3324	3488
c) erledigte Angelegenheiten	3583	3355	3267
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1364	1463	1505

\*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12. und dem 01.01. erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Stichtag der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden.

#### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 3008 Urteile auf Französisch und 575 Urteile auf Deutsch gefällt.



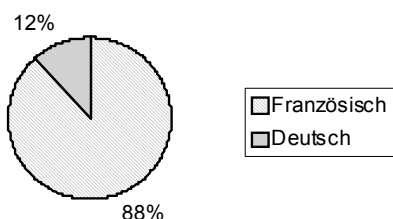
#### ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2010	2009	2008
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	117*	133	137
b) eingetragene Angelegenheiten	774	770	758
c) erledigte Angelegenheiten	761	782	762
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	130	121	133

\*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.2009 und dem 01.01.2010 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Stichtag der Statistik 2009 als erledigt abgeschlossen wurden.

#### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 673 Urteile in französischer und 88 in deutscher Sprache gefällt.

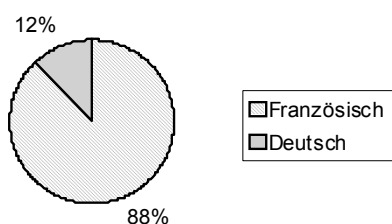


## STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2010	2009	2008
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	131	138	115
b) eingetragene Angelegenheiten	1437	1237	1238
c) erledigte Angelegenheiten	1460	1244	1215
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	108	131	138

### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 1284 Urteile in französischer und 176 in deutscher Sprache gefällt.



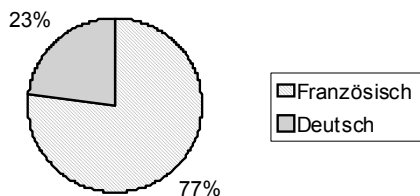
## VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2010	2009	2008
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1206*	1223*	1032
b) eingetragene Angelegenheiten	1267	1296	1480
c) erledigte Angelegenheiten	1347	1312	1281
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1126	1207	1231

\* Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12 und dem 01.01 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Stichtag der Statistik als erledigt abgeschrieben wurden.

### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 1036 Urteile in französischer und 311 in deutscher Sprache gefällt.



Die Anzahl der im Jahr 2010 in der Zivilrechtlichen Abteilung neu eingetragenen Angelegenheiten ist gegenüber dem Vorjahr stabil geblieben; sie hat hingegen in der Strafrechtlichen Abteilung um 16% zugenommen.

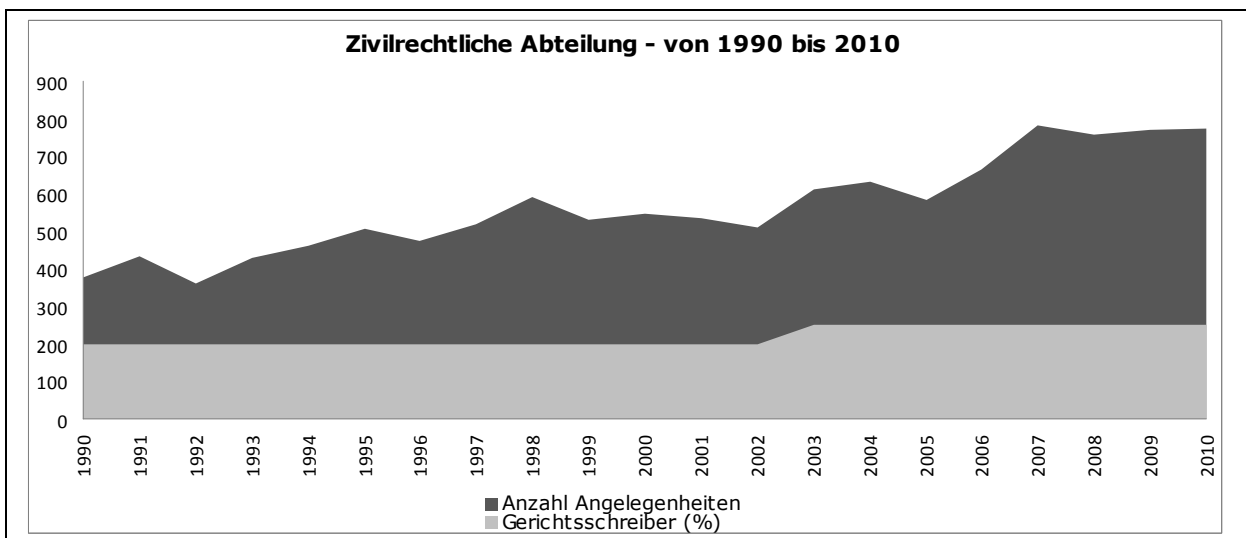
Die Anzahl der im Jahr 2010 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung neu eingetragenen Angelegenheiten ist um 184 zurückgegangen. Mit Ausnahme des II. Hofs, des Steuergerichtshofs und der richterlichen Behörde für Zwangsmassnahmen, welche gegenüber 2009 36 Angelegenheiten für den ersten, 30 für den zweiten und 10 für die dritte mehr zu verzeichnen hatten, ist bei allen Höfen ein Rückgang der neu eingetragenen Beschwerden zu verzeichnen.

Was die Aufteilung der Angelegenheiten auf die verschiedenen Höfe betrifft, so sind beim Sozialversicherungsgerichtshof 1154 Fälle zu verzeichnen, was 46,7% der im Jahr 2010 bei der ganzen Abteilung eingetragenen Angelegenheiten entspricht (hängige [769] und neu eingetragene [385] Angelegenheiten zusammengenommen). Beim Steuergerichtshof sind 14,5% der Angelegenheiten eingetragen (128 hängige und 232 neue Angelegenheiten), beim I. Verwaltungsgerichtshof (Zwangsmassnahmen inbegriffen) 16,2% (125 hängige und 276 neue Angelegenheiten) und beim III. Verwaltungsgerichtshof 15,1% (114 hängige und 258 neue Angelegenheiten). Die restlichen 7,5% entfallen auf den II. Verwaltungsgerichtshof (70 hängige und 118 neue Angelegenheiten).

Hervorzuheben ist weiter, dass die Anzahl der insgesamt von der Abteilung erledigten Angelegenheiten im Vergleich zum Vorjahr zugenommen hat (+ 35 Fälle). Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten war höher als jene der neu eingetragenen, wodurch am 31. Dezember 2010 gegenüber dem Vorjahreszeitpunkt 81 Angelegenheiten weniger hängig waren.

Weitere, detaillierte Angaben über die Tätigkeiten der einzelnen Höfe der Abteilung sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

2. Entwicklung der Anzahl der Angelegenheiten und der Gerichtsschreiber in der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilung<sup>5</sup> in den letzten 20 Jahren (1990 bis 2010)



Aus der Statistik geht hervor, dass die Zivilrechtliche Abteilung heute mehr als doppelt so viele Angelegenheiten behandelt wie vor 20 Jahren, aber über praktisch die gleiche Anzahl Gerichtsschreiber verfügt.

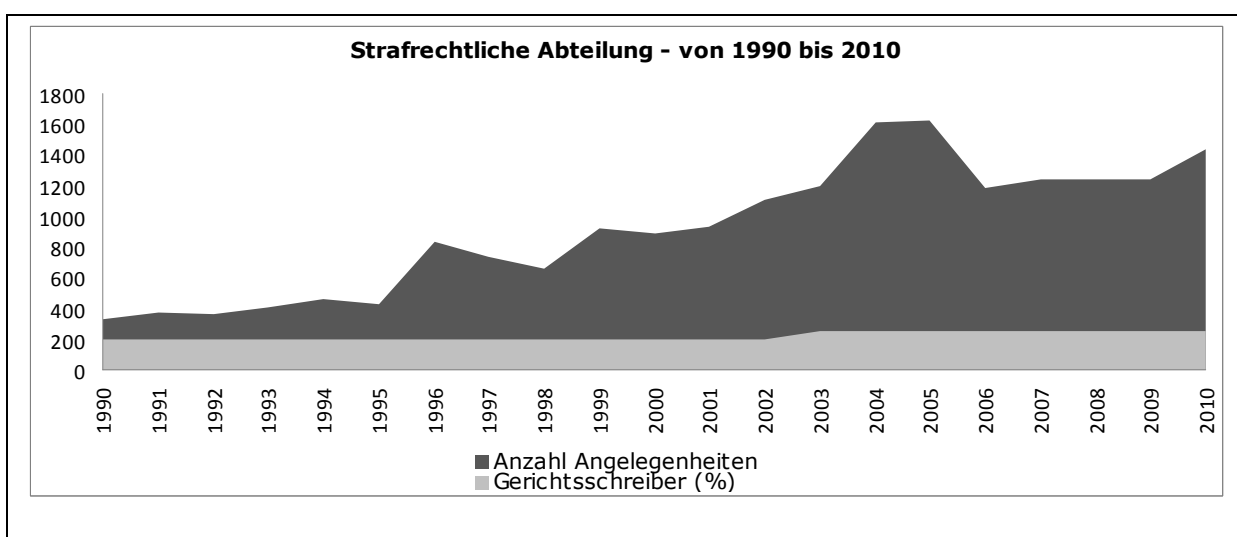
<sup>5</sup> Die Angaben der Verwaltungsrechtlichen Abteilung haben keinen Eingang in die verschiedenen grafischen Darstellungen gefunden. Da die Struktur dieser Abteilung von jener der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen stark abweicht, vermag eine vergleichende Analyse die tatsächliche Situation nicht widerzuspiegeln. Insbesondere verfügt die Verwaltungsrechtliche Abteilung nicht über Gerichtsschreiber-Adjunkte: In den allgemeinen Höfen wirken keine Gerichtsschreiber mit, während die besonderen Gerichtshöfe Gerichtsschreiber-Berichterstatter, aber nur ein ordentlicher Richter mitwirken.

Die Zunahme der Angelegenheiten erklärt sich einerseits durch das Bevölkerungswachstum (+ 25%) und die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons (42% mehr im Handelsregister eingetragene Unternehmen) in den letzten 20 Jahren. So hat sich die Anzahl Scheidungsverfahren praktisch verdoppelt, ebenso die arbeits- und handelsrechtlichen Streitigkeiten. Andererseits hat die Anzahl der niedergelassenen Anwälte von 87 im Jahr 1990 auf 159 im Jahr 2009 zugenommen (vgl. Statistisches Jahrbuch des Kantons Freiburg, S. 14, 61, 174 und 467). Die Zunahme der Arbeitslast ist in allen Bereichen spürbar; so hat die Anzahl der Bezirksgerichtspräsidenten in den letzten 20 Jahren von 13 auf 17 zugenommen, was einem Plus von ca. 30% entspricht. Auch weiss der Rechtspraktiker, dass die Ansprüche an die Urteilsbegründung während des genannten Zeitraums deutlich zugenommen haben.

Die Zivilrechtliche Abteilung ist der steigenden Arbeitslast begegnet, indem sie ihre Organisation angepasst, ihre Arbeitsabläufe rationalisiert und die Mittel der Informatik genutzt hat, insbesondere aber, indem sie ihren Gerichtsschreibern in erheblicher Weise zusätzliche Verantwortung übertragen hat. Diese werden immer häufiger damit beauftragt, selbständig Urteilsentwürfe auszuarbeiten.

Trotz wiederholter Ersuchen um Aufstockung der Anzahl Gerichtsschreiber wurden die Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen bloss einmal erhört, nämlich im Jahr 2003, als ihnen mittels eines Stellentransfers eine zusätzliche Gerichtsschreiberstelle bewilligt wurde.

Der Krug geht so lange zum Brunnen, bis er bricht.



In 20 Jahren hat sich die Anzahl der Angelegenheiten der Strafrechtlichen Abteilung praktisch verdreifacht (326 Angelegenheiten im Jahr 1990; 940 im Jahr 2010, ohne Berücksichtigung der Haftkontrollen), wobei im Jahr 2009 ein erneuter Anstieg zu verzeichnen war. Im gleichen Zeitraum ist die Anzahl der Richter am Kantonsgericht unverändert geblieben.

Zwischen 1990 und 2009 hat sich die Anzahl der Verurteilungen im Kanton Freiburg, dessen starkes Bevölkerungswachstum bekannt ist<sup>6</sup>, praktisch verdreifacht (1990: 1576; 2009: 4494<sup>7</sup>). Die Zunahme der Anzahl Untersuchungsrichter (von 3 im Jahr 1990 auf 10 im Jahr 2009<sup>8</sup>) und der urteilenden Richter (insbesondere mit der Schaffung des Wirtschaftsstrafgerichts) hat ebenfalls dazu beigetragen, die Anzahl Angelegenheiten der Strafrechtlichen Abteilung zu erhöhen. Mit den Gesetzesreformen hat auch die

<sup>6</sup> Laut dem Bundesamt für Statistik soll im Kanton die Schwelle von 300'000 Einwohnern im Jahr 2015 überschritten werden

<sup>7</sup> Statistisches Jahrbuch des Kantons Freiburg

<sup>8</sup> Die ab 2011 mit den Strafuntersuchungen befasste Staatsanwaltschaft umfasst 14 Staatsanwälte



Beteiligung der Anwälte, deren Zahl ebenfalls gestiegen ist, am Verfahren zugenommen, und zwar in allen Verfahrensabschnitten, so auch vor dem Strafpappellationshof. Dieser hat im Jahr 2010 ungefähr 30 Verhandlungen mit einer Dauer von einem halben Tag bis zu zwei Tagen durchgeführt; daran waren jedes Mal drei Richter sowie ein Gerichtsschreiber beteiligt.

Die Arbeitslast der Strafrechtlichen Abteilung kann nicht mehr mittels persönlichem Einsatz seiner Mitglieder eingedämmt werden – diese gehören auch anderen Höfen an, deren Arbeitslast ebenfalls gestiegen ist –, und auch nicht mittels punktueller Verstärkung oder mittels organisatorischer Massnahmen, welche bereits getroffen wurden.

Zusammenfassend ausgedrückt erscheint es unabdingbar, dass jeder der heute den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen angehörenden Richter über einen persönlichen Gerichtsschreiber in Vollzeitanzstellung verfügt.

I. Eingetragene Angelegenheiten

	<b>ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG*</b>	<b>STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG**</b>
1990	<b>378</b>	<b>326</b>
1991	<b>432</b>	<b>368</b>
1992	<b>361</b>	<b>359</b>
1993	<b>429</b>	<b>401</b>
1994	<b>463</b>	<b>464</b>
1995	<b>506</b>	<b>425</b>
1996	<b>475</b>	<b>829</b>
1997	<b>519</b>	<b>730</b>
1998	<b>592</b>	<b>663</b>
1999	<b>533</b>	<b>919</b>
2000	<b>548</b>	<b>887</b>
2001	<b>535</b>	<b>938</b>
2002	<b>512</b>	<b>1114</b>
2003	<b>612</b>	<b>1196</b>
2004	<b>633</b>	<b>1608</b>
2005	<b>585</b>	<b>1624</b>
2006	<b>666</b>	<b>1185</b>
2007	<b>782</b>	<b>1244</b>
2008	<b>757</b>	<b>1242</b>
2009	<b>770</b>	<b>1237</b>
2010	<b>774</b>	<b>1437</b>

\* Einschliesslich der Versicherungskammer (1990-1991) und der Handelsregisterkammer (1990-2007)

\*\* Haftverlängerungen (ab 2008 Haftkontrollen) inbegriffen (497 Angelegenheiten im Jahr 2010)

II. Bestand an Gerichtsschreibern\*

	<b>ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG</b> (in Vollzeitstellen)	<b>STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG</b> (in Vollzeitstellen)
1990	<b>2</b>	<b>2</b>
1991	<b>2</b>	<b>2</b>
1992	<b>2</b>	<b>2</b>
1993	<b>2</b>	<b>2</b>
1994	<b>2</b>	<b>2</b>
1995	<b>2</b>	<b>2</b>
1996	<b>2</b>	<b>2</b>
1997	<b>2</b>	<b>2</b>
1998	<b>2</b>	<b>2</b>
1999	<b>2</b>	<b>2</b>
2000	<b>2</b>	<b>2</b>
2001	<b>2</b>	<b>2</b>
2002	<b>2</b>	<b>2</b>
2003	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2004	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2005	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2006	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2007	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2008	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2009	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
2010	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>

\*Chefgerichtsschreiber inbegriffen (je 0,5 in der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilung)

### 3. Dauer des Verfahrens

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	<b>1 bis 30 Tage</b>	<b>1 bis 3 Monate</b>	<b>3 bis 6 Monate</b>	<b>6 bis 12 Monate</b>	<b>1 bis 2 Jahre</b>	<b>Mehr als 2 Jahre</b>
I. Zivilappellationshof	18	38	30	30	8	1
II. Zivilappellationshof	57	93	38	25	1	4
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	166	30	6	2	0	0
Strafappellationshof	9	15	14	32	18	0
Strafkammer	574	102	44	29	9	2
Präsident der Strafkammer	590	8	0	0	1	0
I. Verwaltungsgerichtshof	33	29	28	48	23	16
II. Verwaltungsgerichtshof	11	19	17	24	12	10
III. Verwaltungsgerichtshof	55	107	28	34	18	7
Steuergerichtshof	17	56	19	51	60	1
Sozialversicherungsgerichtshof	37	43	46	41	64	276

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn beide Parteien den geforderten Kostenvorschuss geleistet haben (sie verfügen dafür über eine Frist von 30 Tagen, die je zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG, oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die hohe Zahl von 276 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren im Sozialversicherungsgerichtshof findet in der Arbeitsüberlastung dieses Hofes ihre Erklärung. Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von denen sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

### 4. Unmittelbare und übertragene Aufsicht

#### Übertragene jährliche Inspektionen

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht die Bezirksgerichte (unter Einschluss der Mietgerichte) des Saanebezirks (teilweise), des Sensebezirks, des Glane- und des Vivisbachbezirks, weiter das Untersuchungsrichteramt (teilweise), die Haftrichter, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommission, die Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen, jene der Universität und jene für Bodenverbesserungen inspiziert. Es hat ebenfalls mehrere Oberämter inspiziert.

## Unmittelbare Aufsicht in Vormundschaftssachen

Die nachfolgende Berichterstattung gilt als Bericht an den Grossen Rat im Sinn von Art. 10 Abs. 3 GOV.

Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung inspiziert, deren Oberaufsicht sie ausübt (Art. 7 GOV).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben ihrerseits die Friedensgerichte ihres Bezirks inspiziert; diesbezüglich sind bis heute keinerlei Schwierigkeiten zu verzeichnen. Es wurde vereinzelt vorgebracht, dass der Beschäftigungsgrad der Friedensrichter ungenügend sei.

### a) Fürsorgerische Freiheitsentziehung

In diesem Bereich wurden im Jahr 2010 497 Entscheide gefällt und der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung mitgeteilt. Diese war ihrerseits mit 89 Gesuchen um gerichtliche Beurteilung befasst.

Die Aufsichtskommission hat die Friedensgerichte des Sense-, Greyerz- und Vivisbachbezirks in deren Eigenschaft als Einweisungsbehörden inspiziert.

Die Einweisungen erfolgen in der grossen Mehrzahl der Fälle wegen Gefahr im Verzug. Offenbar sind sich die Ärzte in zunehmendem Masse bewusst, dass Einweisungen einschneidende Massnahmen darstellen, und es wurde kein Fall festgestellt, in dem eine Einweisung leichtfertig ausgesprochen wurde. Die Ärzte unterlassen es verschiedentlich, die Friedensgerichte über die von ihnen verhängten dringlichen Einweisungen in Kenntnis zu setzen; hingegen wird die Aufsichtskommission stets informiert.

Die Mehrzahl der Unterbringungen erfolgt in Marsens. Eine Unterbringung ausserhalb des Kantons erfolgt nur mit Zustimmung des Kantonsarztes und wenn sie von der Krankenkasse der eingewiesenen Person gedeckt ist.

Die Aufsichtskommission weist darauf hin, dass es nach wie vor vorkommt, dass das Spital Marsens Personen entlässt, ohne hierfür zuständig zu sein; diese Fälle sind indes im Abnehmen begriffen (vgl. Jahresbericht 2009, S. 20). Die Vormundschaftskammer wird dem Spital Marsens in Erinnerung rufen, wer für die Entlassung eingewiesener Personen zuständig ist.

Auf das Heim Tannenhof kann nur fallweise zurückgegriffen werden, da dieses Heim gleichzeitig nicht mehr als ein bis zwei Personen fürsorgerisch unterzubringen wünscht.

### b) Andere vormundschaftliche Massnahmen

Aufstellung der 2010 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen

<b>A. Erwachsene</b>				<b>1.1. - 31.12.2010</b>		
				Weiblich	Männlich	Gesamt
Entmündigung	Art. 369	18	24	42		
Entmündigung	Art. 370	1	5	6		
Entmündigung	Art. 371	0	0	0		
Entmündigung	Art. 372	16	24	40		
Davon Unterstellung unter elterliche Sorge nach	weibl.	männl.	gesamt			

Art. 385 III ZGB (entsprechende Entmündigungen sind unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB zu erfassen)	15	12	27			
Beistandschaft	Art. 392			19	21	40
Beistandschaft	Art. 393			10	8	18
Beistandschaft	Art. 392/393			28	25	53
Beistandschaft	Art. 394			140	171	311
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)	Art. 395			1	6	7
<b>B. Kinder</b>				<b>1.1. - 31.12.2010</b>		
Geeignete Massnahmen (ohne 308-312)	Art. 307			24	30	54
Erziehungsbeistandschaften (ohne 309 et 312)	Art. 308			146	171	317
	weibl.	männl.	gesamt			
Davon Beistandschaften nach Art. 308 Abs.1 (ohne Abs. 2)	37	44	81			
Davon Beistandschaften nach Art. 308 Abs. 2 (mit oder ohne Abs. 1)	98	114	212			
Davon Beistandschaften nach Art. 308 Abs. 2+3 (mit oder ohne Abs. 1)	11	13	24			
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne Art. 308)	Art. 309			20	24	44
Aufhebung elterliche Obhut (mit oder ohne Art. 308)	Art. 310			34	37	71
Entziehung elterliche Sorge (mit oder ohne Art.308)	Art. 311/312			3	5	8
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	Art. 318 III			39	45	84
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	Art. 324			0	4	4
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	art. 325			4	1	5
Vormundschaft für Umündige	art. 368			16	11	27
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	art. 392			39	42	81
Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren	art. 146/147			1	2	3
Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden	Art. 298a/134 III			167	175	342

Anzahl der Personen, die Ende 2010 im Kanton von in Kraft stehenden vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren.

<b>A. Erwachsene</b>				<b>1.1. - 31.12.2010</b>		
				Weiblich	Männlich	Gesamt
Entmündigung	Art. 369			254	329	583
Entmündigung	Art. 370			30	76	106
Entmündigung	Art. 371			0	1	1
Entmündigung	Art. 372			364	492	856
Davon Unterstellung unter elterliche Sorge nach Art. 385 III ZGB (entsprechende Entmündigungen sind unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB zu erfassen)	weibl.	männl.	gesamt			
	151	167	318			
Beistandschaft	Art. 392			86	80	166

Beistandschaft	Art. 393	118	96	214
Beistandschaft	Art. 392/393	65	58	123
Beistandschaft	Art. 394	963	1031	1994
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)	Art. 395	166	248	414
<b>B. Kinder</b>		<b>1.1. - 31.12.2010</b>		
Geeignete Massnahmen (ohne Art. 308-312)	Art. 307	103	118	221
Erziehungsbeistandschaften (ohne Art. 309 und 312)	Art. 308	603	666	1269
	weibl.	männl.	gesamt	
Davon Beistandschaften nach Art. 308 Abs.1 (ohne Abs. 2)	102	159	261	
Davon Beistandschaften nach Art. 308 Abs. 2 (mit oder ohne Abs. 1)	274	232	506	
Davon Beistandschaften nach Art. 308 Abs. 2+3 (mit oder ohne Abs. 1)	18	35	53	
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne 308)	Art. 309	59	50	109
Aufhebung elterliche Obhut (mit oder ohne Art. 308)	Art. 310	42	75	117
Entziehung elterliche Sorge (mit oder ohne Art. 308)	Art. 311/312	16	21	37
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	Art. 318 III	1	3	4
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	Art. 324	3	6	9
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	Art. 325	15	7	22
Vormundschaft für Unmündige	Art. 368	72	99	171
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	Art. 392	67	72	139
Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren	Art. 146/147	4	7	11

## B. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Diese Tätigkeit ist ohne Vergleich, denn die Anzahl Angelegenheiten nahm um 46% zu. Der unermüdliche Einsatz der Mitglieder des Hofes und ihrer Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter hat erlaubt, einen grossen Teil der zusätzlichen Arbeitslast zu bewältigen. Die Anzahl noch hängiger Angelegenheiten ist trotzdem hoch, und die neue Zivilprozessordnung wird zu einem bedeutenden Anstieg neuer Angelegenheiten führen. Die Lage ist deshalb trotz Schaffung einer Stelle eines Gerichtsschreiber-Berichterstatters für das Jahr 2011 sehr beunruhigend.

Eine gewisse Priorität wurde wie bereits in der Vergangenheit zwangsläufig den familienrechtlichen Angelegenheiten eingeräumt, insbesondere, wenn Kinder betroffen waren. Dies hatte sowohl in diesem als auch in anderen Rechtsgebieten zur Folge, dass die Behandlung umfangreicher Angelegenheiten vertagt werden musste. Letztere stammen in der Regel aus dem Bereich des Handelsrechts und des Erbrechts, manchmal aber auch aus dem Familienrecht. Dabei wurde so vorgegangen, dass sich die Anzahl alter Angelegenheiten in einem vernünftigen Mass bewegt: Zurzeit sind fünf Angelegenheiten seit mehr als einem Jahr hängig (davon 1 sistiert, 3 in der Endphase von Vergleichsverhandlungen und 1 in Behandlung).

## **C. II. Zivilappellationshof**

Im Jahr 2009 war eine Zunahme der eingetragenen Angelegenheiten um 36% zu verzeichnen. Im Jahr 2010 hat sich die Anzahl Angelegenheiten auf diesem hohen Niveau stabilisiert.

## **D. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer hat in ihrer Eigenschaft als kantonale Aufsichtsbehörde am 13. Oktober 2010 die Bereinigung der Eigentumsvorbehaltsregister angeordnet, um die seit der letzten Bereinigung im Jahre 2004 gegenstandslos gewordenen Eintragungen zu entfernen. Sie hat sodann am 23. November 2010 dem kantonalen Konkursamt Weisungen zum Inhalt der Konkursbescheinigungen erteilt. Die Richtlinien sind auf der Internetseite der Gerichtsbehörden veröffentlicht (<http://www.fr.ch/pj>).

Zehn Kandidaten haben den zweijährigen Weiterbildungskurs für die Mitarbeiter der Betreibungs- und Konkursämter der Kantone Freiburg und Neuenburg erfolgreich abgeschlossen und konnten am 16. Dezember 2010 ihr Diplom in Empfang nehmen.

## **E. Moderationshof**

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **F. Vormundschaftskammer**

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **G. Strafappellationshof**

Im Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts für das Jahr 2009 wurde festgehalten, dass der Strafappellationshof im Jahr 2010 die in seine Zuständigkeit fallenden Angelegenheiten nicht sorgfältig und innert vernünftiger Frist erledigen können wird, wenn es nicht mindestens über den gleichen Bestand an Gerichtsschreibern wie seit März 2009 verfügt. Aufgrund der Beibehaltung dieses Bestands konnten die Ziele teilweise eingehalten werden: 80% der Angelegenheiten konnten binnen Jahresfrist erledigt werden (70 von 88), dies obwohl der Hof mehrere Berufungen in umfangreichen Angelegenheiten behandeln musste, die in der Presse auf grosses Echo stiessen. Die Anzahl der Ende 2010 hängigen Angelegenheiten ist stabil geblieben (2010: 58; 2009: 56). Hingegen findet die geringere Anzahl erledigter Angelegenheiten (2010: 88; 2009: 113) in der Anzahl und der Dauer der Verhandlungen, der ungenügenden Anzahl von Gerichtsschreibern und der beschränkten Beteiligung der Ersatzrichter ihre Erklärung. Aufgrund der neuen Strafprozessordnung und der herabgesetzten Anforderungen an die Begründungspflicht bei Berufungen ist die Mitarbeit einer grösseren Anzahl von effizienten und kompetenten Gerichtsschreibern notwendig.

## **H. Strafkammer**

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **I. I. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2010 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **J. II. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2010 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **K. III. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2010 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **L. Steuergerichtshof**

Der Steuergerichtshof hatte eine leichte Zunahme der eingegangenen Beschwerden um 15% zu verzeichnen. Zudem wurde die Erledigung der hängigen Fälle durch die gesundheitlichen Probleme seines Präsidenten verzögert.

Im Übrigen hatte der Steuergerichtshof wiederum eine reichhaltige Palette verschiedenster und zum Teil komplexer Rechtsfragen zu beurteilen. Dabei bildeten Fragen der Familienbesteuerung sowie der Abgrenzung von Ausbildungs- und Weiterbildungskosten zwei Schwerpunkte. Ein Teilüberblick über die behandelten Fälle ergibt sich aus den Urteilsveröffentlichungen auf der Site des Kantonsgerichts sowie in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung.

Auch nach der jüngsten Reform der Familienbesteuerung bestehen weiterhin erhebliche Probleme (vgl. dazu bereits die Bemerkungen im Rapport des Jahres 2006). Zudem hat der Steuergerichtshof wiederholt seinem Unbehagen betreffend die steuerliche Behandlung der (Weiter-)Bildungskosten Ausdruck gegeben. Es bleibt zu hoffen, dass der Bundesgesetzgeber die diesbezüglich hängige Gesetzesrevision möglichst rasch abschliesst. Zudem würde es den Kantonen gut anstehen, für eine einheitlichere Praxis besorgt zu sein.

## **M. Sozialversicherungsgerichtshof**

Aufgrund der wohltuenden Wirkung einer grösseren Anzahl erledigter Angelegenheiten im Verbund mit einem Rückgang neuer Angelegenheiten hat der Sozialversicherungsgerichtshof nach vier schwierigen Jahren endlich wieder in den Bereich der schwarzen Zahlen zurückkehren und die Masse der hängigen Angelegenheiten um 122 verringern können. Die Mitwirkung sämtlicher Mitglieder, Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Hofes, insbesondere jene der neuen Richter und stellvertretenden Präsidenten sowie der drei mit Unterstützung des Justizrates zusätzlich angestellten Gerichtsschreiber-Berichterstatter (vgl. Ziff. III.A und III.B) hat zu diesem erfreulichen Ergebnis geführt. Diese positiven Zahlen sind in nicht unbedeutendem Masse auf die Beiträge von Ersatzrichter Johannes Frölicher bei der Erledigung zahlreicher Angelegenheiten sowie des Richters Hugo Casanova zurückzuführen, der neben der Tätigkeit für seinen eigenen Gerichtshof bis zum Auftreten seiner gesundheitlichen Probleme bei sämtlichen Nichteintretens- oder Abschreibungsentscheiden als Präsident mitgewirkt hat. Trotzdem bleibt der Hof weiterhin mit einer beträchtlichen Anzahl hängiger Angelegenheiten befasst, und die bisherigen Bemühungen müssen weitergeführt werden, damit die Verfahrensdauer auf ein erträgliches Mass gesenkt werden kann. Die IV-Fälle gehören zu den zeitaufwendigsten und machen trotz eines spürbaren Rückgangs der Neueingänge seit 2008 nach wie vor einen Drittel der beim Hof



anhängig gemachten Beschwerden und Klagen aus. Dieser ist darüber hinaus seit einigen Jahren in stärkerem Masse mit der Durchführung der Teilung der BVG-Guthaben nach Scheidungen befasst. Diese Angelegenheiten, die die letzte Etappe im Scheidungsverfahren darstellen, sind zügig zu behandeln. Allerdings sind sie mit zahlreichen Untersuchungshandlungen verbunden, bei denen es darum geht, zum Teil über mehrere Jahrzehnte angehäuften BVG-Guthaben ausfindig zu machen, und führen zu einer Verzögerung bei der Erledigung älterer Angelegenheiten.

### **III. PERSONAL**

#### **A. Richter**

Bei den nebenberuflichen Tätigkeiten der Richter haben sich wenig Änderungen ergeben. Françoise Bastons Bulletti ist Mitglied des Vorstandes des Office familial Freiburg sowie der GEMME (Groupement européen des magistrats pour la médiation). Hubert Bugnon ist Mitglied eines Ad-hoc-Schiedsgerichts und präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und wurde des Weiteren zum Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat) gewählt. Georges Chanez präsidiert die beratende Kommission für die bedingte Straferlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, und er ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, des Pilotkomitees des Logiciel Themis für die Betreibungsämter (CICLOP) und der Aufsichtskommission über die Notare. Pierre Corboz ist Mitglied des Justizrates. Josef Hayoz ist stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6, und Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Auch Alexandre Papaux ist Mitglied dieser Kommission. Christian Pfammatter ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Adrian Urwyler ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie; er präsidierte bis im Juni die Rekurskommission der evangelisch-reformierten Kirche des Kantons Freiburg. Michel Wuilleret ist Präsident des Berufungssenats der UEFA (Union of European Football Association). Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2 (Amtsperiode 2009-2012).

Michel Wuilleret hat als besonderer Untersuchungsrichter eine Strafanzeige gegen Unbekannt wegen Amtsgeheimnisverletzung behandelt, da sämtliche Untersuchungsrichter in den Ausstand getreten waren.

Der Grosse Rat hat auf unbestimmte Dauer Pierre Corboz als Kantonsrichter sowie François-Xavier Audergon, Ursula Schneider Schüttel und Kurt Schwab als Ersatzrichter wiedergewählt.

Da sich der Sozialversicherungsgerichtshof einer sehr hohen Arbeitsüberlastung gegenüber sieht, wurden ihm im Jahr 2009 dringliche Massnahmen in der Form einer Ersatzrichterin in Vollzeitstellung (Anne-Sophie Peyraud) für eine Dauer von zwei Jahren bewilligt sowie die Ersatzrichter Johannes Frölicher und Armin Sahli gewählt. Weiter mussten aufgrund der gesundheitlichen Probleme des Präsidenten des Sozialversicherungsgerichtshofs, Armand Bloch, auch ausserordentliche Ersatzmassnahmen ergriffen und für sechs Monate ein Kredit für eine Richterstelle bewilligt werden. Catherine Schuler Perotti und Françoise Ferrari Gaud wurden für den Zeitraum vom 1. Dezember 2009 bis zum 31. Mai 2010 mit einem Pensum von 60% bzw. 20% als Ersatzrichterinnen gewählt. Da die Arbeitslast des Hofes auch im Jahr 2010 unverändert hoch blieb, wurde deren Mandat bis Ende 2010 verlängert. Um den Rückstand des Hofes in der Behandlung seiner Angelegenheiten wettzumachen, wurden

die Gerichtsschreiber-Berichterstatter Bernhard Schaaf, Marc Boivin, Maude Favarger und Christoph Rohrer bis Ende 2011 als Ersatzrichter gewählt.

Da das Mandat von Anne-Sophie Peyraud Ende Februar 2011 auslaufen wird (sie wurde für zwei Jahre gewählt; vgl. oben), hat sie der Grosse Rat auf Antrag des Justizrates bis 31. Dezember 2012 wiedergewählt. Schliesslich hat der Präsident des Hofes im Frühling 2010 seine Tätigkeit teilzeitweise wieder aufgenommen.

Schliesslich wurde Michel Wuilleret vom Grossen Rat in dessen Novembersession als Richter am Zwangsmassnahmengericht gewählt.

## **B. Gerichtsschreiberei**

Felix Baumann, seit 1993 Gerichtsschreiber-Adjunkt bei den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen, wurde vom Grossen Rat in dessen Novembersession als Richter am Zwangsmassnahmengericht gewählt. Das Kantonsgericht wünscht diesem zweisprachigen und sehr qualifizierten Mitarbeiter viel Erfolg in seiner neuen Tätigkeit. Als sein Nachfolger wurde Michel Pellascio angestellt.

Wie oben bereits erwähnt wurden dem Sozialversicherungsgerichtshof, der sich einer sehr hohen Arbeitsüberlastung gegenüber sieht, für das Jahr 2009 dringliche Massnahmen bewilligt, indem für eine befristete Dauer von zwei Jahren eine Stelle als Ersatzrichter in Vollzeitstellung sowie eine Stelle als Gerichtsschreiber-Berichterstatter, ebenfalls in Vollzeitstellung, geschaffen wurde. Im Laufe des Jahres 2010 wurden dem Hof mittels der Wahl von vier Gerichtsschreiber-Berichterstattern als Richter sowie durch die Anstellung von drei neuen Gerichtsschreiber-Berichterstattern und der Erhöhung des Beschäftigungsgrades der bereits angestellten Gerichtsschreiber-Berichterstatter zusätzliche, bis Ende 2011 befristete Massnahmen gewährt. Alexandre Vial, Oliver Collaud und Olivier Raemy wurden deshalb vom Hof im Juli bzw. August angestellt.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin bzw. zum Rechtsanwalt haben Stéphanie Murenzi, Cornelia Rotzetter, Alexandre Triverio, Nicole Schmutz Larequi, Baptiste Morard, Öznur Üzmez, Claire de Reyff, Emilie Praz und Carole Favre ein Praktikum als Gerichtsschreiberin bzw. Gerichtsschreiber absolviert.

Die Chefgerichtsschreiber (1 Stelleneinheit in Freiburg und 0.7 Stelleneinheiten in Givisiez) und die als Ersatzrichter gewählten Gerichtsschreiber-Berichterstatter (4,7 Stelleneinheiten) nicht mitgerechnet, entfallen auf die Gerichtsschreiber-Berichterstatter und die Gerichtsschreiber insgesamt 12 Stelleneinheiten, die auf 16 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 4 Stelleneinheiten, verteilt auf 7 Personen; Givisiez: 8 Stelleneinheiten, verteilt auf 10 Personen).

## **C. Informatikabteilung**

Seit dem 1. Juli ist die Stelle des Koordinators-Organisators für die Informatikprojekte des Gerichtswesens dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) angegliedert. Die Stellen von Michel Corbaz, Verantwortlicher Support und Informatikpark, und von Florian Bassenne, Informatiker, wurden ebenfalls dem ITA angegliedert. Erika Chappuis, Katrin Stahl und Ruth Trevisan wirken nach wie vor bei der Kodifizierung von Modellen mit, die für die verschiedenen Gerichtsinstanzen notwendig sind.

Die mit dem Inkrafttreten der neuen eidgenössischen Prozessordnungen verbundene sehr hohe Arbeitslast erforderte die Mitwirkung neuer Mitarbeiterinnen, insbesondere von Martine Arm, Christiane Becar und Soraya Bosson, bei dieser Kodifizierung.

## **D. Sekretariat**

Der Projektleiterin wurde eine französischsprachige Sekretärin mit einem Beschäftigungsgrad von 10% zur Seite gestellt.

Aufgrund der hohen Arbeitslast des Sozialversicherungsgerichtshofs konnte auch das Sekretariat der Verwaltungsrechtlichen Abteilung von ausserordentlichen Massnahmen profitieren und Gwendoline Remy für eine Dauer von zwei Jahren und Ariane Menoud bis Ende Dezember 2011 anstellen.

Die Bürochefinnen (1 Stelleneinheit in Freiburg und 0.7 Stelleneinheiten in Givisiez) und die Lehrtöchter nicht mitgerechnet, verfügt das Sekretariat über 8,1 Stelleneinheiten, die auf 13 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 5 Personen; Givisiez: 8 Personen).

## **IV. WEITERE TÄTIGKEITEN**

Um den europäischen Tag der Ziviljustiz zu begehen, hat die Zivilrechtliche Abteilung des Kantonsgerichts im Rathaus eine Ausstellung organisiert mit dem Ziel, der Öffentlichkeit die Tätigkeit der Freiburger Ziviljustiz vorzustellen. Dabei wurden sieben Themen ausgewählt und auf Informationstafeln in Form von Fragen/Antworten dargestellt. Die Informationstafeln waren vom 5. bis 12. November 2010 im Rathaus ausgestellt. Gleichzeitig hatten die Besucherinnen und Besucher der Ausstellung die Möglichkeit, den Verhandlungssaal des Kantonsgerichts kennenzulernen.

Die Tafeln dienten der Information der Bürgerinnen und Bürger, indem sie ihnen praktische Ratschläge zu Fragen anboten, mit denen sich jede und jeder im Laufe des Lebens konfrontiert sehen kann. Mit Themen wie Unterhaltsbeiträge, nicht bezahlte Löhne, Unterhaltspflicht gegenüber mündigen Kindern, Mietrecht oder Rechte der Verteidigung und Kosten eines Zivilprozesses haben die Richter über ihre Tätigkeit aufgeklärt und auf die zahlreichen Möglichkeiten hingewiesen, mit denen sich Bürgerinnen und Bürger Gehör verschaffen können. Eine der Tafeln war ausschliesslich der neuen Zivilprozessordnung gewidmet und stellte deren wichtigste Neuerungen dar.

Am 9. November 2010 hat das Kantonsgericht sein traditionelles Treffen mit der Presse durchgeführt. Thema war ein Meinungsaustausch zu verschiedenen Fragen, insbesondere zu solchen, die mit dem Inkrafttreten der neuen schweizerischen Strafprozessordnung verbunden sind; dazu hat das Gericht den neu gewählten Generalstaatsanwalt eingeladen.

Ebenfalls hat sich das Kantonsgericht am 26. November 2010 mit dem Vorstand des Freiburger Anwaltsverbandes getroffen. Die gute Zusammenarbeit mit dem Anwaltsverband fand insbesondere in der Teilnahme der Kantonsrichter Hubert Bugnon und Alexandre Papaux an Weiterbildungsveranstaltungen über die neuen Schweizer Prozessordnungen am 19. November und 3. Dezember 2010 ihren Ausdruck.

Der Strafpappellationshof hat seinerseits am 2. Juli 2010 eine Abordnung des Waadtländer Kantonsgerichts zu einem Meinungsaustausch über die neue Schweizerische Strafprozessordnung empfangen. Ebenfalls hat der Hof am 21. Dezember 2010 den neu gewählten Generalstaatsanwalt getroffen.

Am 19. und 20. März 2010 hat Gabrielle Multone an einem von der Philosophischen und der Theologischen Fakultät der Universität Freiburg organisierten interdisziplinären Kolloquium zum Begriff der Ehre teilgenommen und dabei den Begriff der Ehre im Straf- und Verwaltungsrecht vorgestellt.

Im Rahmen der Austausch, die die Verwaltungsrechtliche Abteilung des Kantonsgerichts mit der Juristischen Fakultät der Universität Freiburg, insbesondere mit Professor Jean-Baptiste Zufferey, pflegt, hat jene am 14. April 2010 Masterstudenten der Rechtswissenschaften empfangen und ihnen die richterliche Tätigkeit vorgestellt.

Am 9./10. September 2010 haben Michel Wuilleret, Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Marianne Jungo und Anne-Sophie Peyraud an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Lausanne teilgenommen.

### **Von den Richterinnen und Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen**

Die Richter haben an folgenden Weiterbildungsveranstaltungen teilgenommen.

Die Mehrheit der Mitglieder der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen haben an den Weiterbildungsveranstaltungen des FAV zur neuen schweizerischen Zivil- bzw. Strafprozessordnung teilgenommen. Weiter hat Hubert Bugnon die Strassenverkehrsrechtstagung und das Symposium über Familienrecht an der Universität Freiburg besucht. Alexandre Papaux hat an den Weiterbildungsveranstaltungen zur neuen StPO bzw. ZPO in Genf und Neuenburg teilgenommen, die Strassenverkehrsrechtstagung an der Universität Freiburg und das Seminar über Mietrecht in Neuenburg besucht. Adrian Urwyler hat an der Strassenverkehrsrechtstagung der Universität Freiburg, an einer von der Stiftung für die Weiterbildung der Schweizerischen Richterinnen und Richter organisierten Tagung über die neue Zivilprozessordnung sowie in Bern und Zürich an zwei Seminaren zu den Themen Wirtschaftsrecht und Eherecht teilgenommen.

Josef Hayoz, Marianne Jungo und Gabrielle Multone haben die Strassenverkehrsrechtstagung besucht. Josef Hayoz hat weiter an einer Tagung der Präsidien der Eidgenössischen Schätzungskommission zum Thema "Erschütterungen", organisiert vom Bundesverwaltungsgericht, teilgenommen, während Marianne Jungo die Konferenz für Sozialfragen besucht hat. Hugo Casanova hat an der "Konferenz Bundessteuern 2010" in Bern, den beiden Seminaren "Familien- und Ehepaarbesteuerung – insbesondere bei Trennung, Scheidung und im Todesfall" sowie "Grundfragen und Perspektiven des schweizerischen Steuerrechts" und an den "Tax Talks" (zu aktuellen Fragen des Steuerstrafrechts) des Instituts für Schweizerisches und Internationales Steuerrecht (ISIS) in Zürich teilgenommen. Christian Pfammatter und Gabrielle Multone haben einen Vortrag zum Thema „Das Personenfreizügigkeitsabkommen Schweiz–EU: Auslegung und Anwendung in der Praxis“ besucht. Christian Pfammatter hat ebenfalls an den vom Freiburger Anwaltsverband durchgeführten Weiterbildungsveranstaltungen zur neuen schweizerischen Zivil- bzw. Strafprozessordnung teilgenommen. Zusammen mit Marianne Jungo und Gabrielle Multone hat er auch an einem Weiterbildungstag in Neuenburg im Bereich des Gesundheitsrechts („Das medizinische Gutachten“) teilgenommen. Anne-Sophie Peyraud hat die Sozialversicherungsrechtstagung in Luzern sowie die Tagung der Präsidien der Eidgenössischen Schätzungskommission besucht.

### **Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber**

Françoise Bastons Bulletti hat Gymnasiasten den Beruf des Richters vorgestellt (Jobinfo), für die Studierenden im ersten Jahr an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg eine Vorlesung über die Berufe im Gerichtswesen (Kurs „Einführung ins Recht“) sowie für die Bachelor-Studierenden derselben Fakultät eine Vorlesung über die Zwangsvollstreckung von Unterhaltsverpflichtungen (Kurs „Recht auf Existenzsicherung“) gehalten. Sie ist auch Lehrbeauftragterin (Zivilprozessrecht) für die Anwaltspraktikanten. Schliesslich hat sie am im Oktober 2010 erschienenen „Commentaire romand“ zum Zivilgesetzbuch mitgewirkt und die Gesetzesbestimmungen über die Durchsetzung von Unterhaltsbeiträgen im Familienrecht und die Zuteilung der elterlichen Sorge im Scheidungsverfahren kommentiert.

Hubert Bugnon hat eine Diplomarbeit an der Schweizerischen Richterakademie (Universität Neuenburg) *gecoacht* und im Rahmen der Weiterbildungsveranstaltung des FAV einen Vortrag über die Rechtsmittel im Zivilprozessrecht gehalten.

Hugo Casanova hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts zusammengefasst und gewürdigt. Der entsprechende Beitrag erschien unter dem Titel "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2008 – Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)" im Band 79 (September 2010), S. 189 ff., der Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht". Zudem hat er als Referent am Seminar "Familien- und Ehepaarbesteuerung – insbesondere bei Trennung, Scheidung und im Todesfall" des Instituts für Schweizerisches und Internationales Steuerrecht (ISIS) mitgewirkt.

Hugo Casanova und Pierre Corboz sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR. Darüber hinaus war Pierre Corboz Lehrbeauftragter bei der Ausbildung von Richtern (Universität Neuenburg), dies im Rahmen des 5. Moduls der Schweizerischen Richterakademie zum Thema „Öffentlichkeit und Justiz“.

Alexandre Papaux ist Lehrbeauftragter (Strafappellation) für die Anwaltspraktikanten. Ebenfalls hat er im Rahmen der Weiterbildungstagung des FAV zur neuen Schweizerischen StPO die Strafappellation vorgestellt. Schliesslich hat er in der FZR 2010 (S. 185–201) Anmerkungen mit dem Titel « La langue de la procédure civile et pénale devant le Tribunal cantonal fribourgeois - Commentaire des art. 115 al. 3 et 4, 116 al. 1 et 118 de la loi du 31 mai 2010 sur la justice et de l'ATF 136 I 149 » veröffentlicht.

Adrian Urwyler hat am Basler Kommentar zur Schweizerischen Strafprozessordnung mitgewirkt und den ersten Abschnitt des Kapitels zu den allgemeinen Verfahrensregeln (Art. 66–68 StPO) kommentiert. Weiter zeichnete er im Rahmen eines Weiterbildungszyklus der Schweizerischen Richterakademie für das Unterrichtsmodul „Gericht und Öffentlichkeit“ verantwortlich und hielt einen Vortrag zum Thema Öffentlichkeitsarbeit der Justiz. Schliesslich hat er am 15. Dezember 2010 am Tag für Strafrecht teilgenommen, den die Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars durchführte.

Anne Berkemeier Keshelava hat zusammen mit Tornike Keshelava im Werk von Christof Riedo/Gerhard Fiolka/Diego Gfeller (Hrsg.): Liber amicorum für Marcel Alexander Niggli – Von Lemuren, Igel und anderen strafrechtlichen Themen, Basel 2010, einen Artikel mit dem Titel „Die Aporie von Sinn und Zweck“ veröffentlicht (S. 149 ff.).

Christian Pfammatter hat für die Anwaltspraktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege und Raumplanung gegeben.

Anne-Sophie Peyraud hat im Werk von Pichonnaz P./Rumo-Jungo A. (Hrsg.), *Deuxième pilier et épargne privée en droit du divorce*, Genf/Zürich/Basel 2010, einen Beitrag mit dem Titel "Le partage du 2ème pilier: questions pratiques" veröffentlicht (S. 73 ff.).

Bernhard Schaaf hat im Band 9 des Historischen Lexikons der Schweiz (HLS) drei kurze Beiträge zu den Themen Rudolf von Muralt (S. 5 f.), Samuel Mutach (S. 47) und Persönlichkeit, Schutz der (S. 627 f.) veröffentlicht.

\*\*\*\*\*

## Annexe/Beilage:

### Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2010 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2010

<b>Président/Präsident :</b>	Michel Wuilleret
<b>Vice-président/Vizepräsident :</b>	Roland Henninger
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Christian Pfammatter Alexandre Papaux Adrian Urwyler Pierre Corboz Armand Bloch Hugo Casanova Josef Hayoz Marianne Jungo Gabrielle Multone Hubert Bugnon Georges Chanez Françoise Bastons Bulletti Anne-Sophie Peyraud Bernhard Schaaf <i>Présidents suppléants auprès de la Cour des assurances sociales (pour une durée déterminée)</i>
<b>Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :</b>	Paul-Henri Steinauer Daniel Schneuwly André Riedo Pascal Terrapon Catherine Yesil-Huguenot François-Xavier Audergon Catherine Hayoz Kurt Schwab Parisima Vez Francine Defferrard Tarkan Göksu Séverine Monferini Nuoffer Michel Favre Jacques Bonfils Hans-Jürg Schläppi Ursula Schneider Schüttel Laurent Schneuwly Erika Schnyder Richard Waeber Johannes Frölicher Armin Sahli Christophe Maillard Catherine Schuler Perotti Françoise Ferrari Gaud Marc Boivin Maude Favarger Christoph Rohrer
<b>Assesseurs/Beisitzer/-innen :</b>	
<b>Cour fiscale/Steuergerichtshof :</b>	Berthold Buchs Michael Hank Geneviève Jenny Albert Nussbaumer

**Assesseurs suppléants/ Ersatzbeisitzer :** Hans Brügger  
Ernst Flammer  
Louis-Marc Perroud  
Jean-Marc Vionnet

**Cour des assurances sociales/  
Sozialversicherungsgerichtshof :** Bruno Kaufmann  
Jean-Marc Kuhn

**Assesseurs suppléants/ Ersatzbeisitzer :** Bruno Boschung  
Christian Grandjean

## **SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG**

**Président/Präsident :** Adrian Urwyler

**Membres/Mitglieder :** Pierre Corboz  
Alexandre Papaux  
Roland Henninger  
Hubert Bugnon  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

### **I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

**Président/Präsident :** Hubert Bugnon

**Membres/Mitglieder :** Adrian Urwyler  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

### **II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof**

**Président/Präsident :** Pierre Corboz

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Roland Henninger  
Françoise Bastons Bulletti

### **Cour de modération / Moderationshof**

**Président/Präsident :** Roland Henninger

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Hubert Bugnon

### **Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

**Président/Präsident :** Adrian Urwyler

**Membres/Mitglieder :** Pierre Corboz  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

### **Chambre des tutelles / *Vormundchaftskammer***

**Présidente/Präsidentin :** Françoise Bastons Bulletti

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Adrian Urwyler

### **SECTION PENALE / *STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG***

**Président/Präsident :** Alexandre Papaux

**Membres/Mitglieder :** Pierre Corboz  
Roland Henninger  
Adrian Urwyler  
Hubert Bugnon  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

### **Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof***

**Président/Präsident :** Alexandre Papaux

**Membres/Mitglieder :** Adrian Urwyler  
Hubert Bugnon  
Françoise Bastons Bulletti

### **Chambre pénale / *Strafkammer***

**Président/Präsident :** Georges Chanez

**Membres/Mitglieder :** Pierre Corboz  
Roland Henninger  
Hubert Bugnon



## SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

<b>Président/Präsident :</b>	Christian Pfammatter
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Marianne Jungo Gabrielle Multone Armand Bloch Hugo Casanova Josef Hayoz Michel Wuilleret

### I<sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Marianne Jungo
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Christian Pfammatter Gabrielle Multone Josef Hayoz (deutschsprachige Angelegenheiten)

### II<sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

<b>Président/Präsident :</b>	Christian Pfammatter
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Josef Hayoz (deutschsprachige Angelegenheiten) Michel Wuilleret

### III<sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Michel Wuilleret
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Gabrielle Multone Marianne Jungo Josef Hayoz (deutschsprachige Angelegenheiten)

### Cour fiscale / Steuergerichtshof

<b>Président/Präsident :</b>	Hugo Casanova
<b>Assesseurs/Beisitzer -in :</b>	Berthold Buchs Michael Hank Geneviève Jenny Albert Nussbaumer

### Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof

<b>Président-e/Präsident-in :</b>	Armand Bloch Anne-Sophie Peyraud Bernhard Schaaf <i>Présidents suppléants auprès de la Cour des assurances sociales (pour une durée déterminée)</i>
<b>Assesseurs/Beisitzer -in :</b>	Bruno Kaufmann Jean-Marc Kuhn

## **PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL**

### **I. SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG**

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Récusation / <i>Ausstand</i>	13	19
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	152	174
<b>Total</b>	<b>165</b>	<b>193</b>

### **I<sup>ère</sup> COUR D'APPEL CIVIL / I. ZIVILAPPELLATIONSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	46*	65
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	146	100
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	125	116
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	67	49

\* La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2009 et le 01.01.2010 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques 2009. / Die Differenz der Anzahl offener Fälle zwischen dem 31.12.2009 und dem 01.01.2010 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Stichtag der Statistik 2009 als erledigt abgeschlossen wurden.

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	15	15
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	28	26
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	8	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	33	33
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	16	14
Retirés / <i>Rückzug</i>	5	4
Transaction / <i>Vergleich</i>	2	7
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	2	0
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	0	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	4	1

Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	2	3
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	5	6
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	4	3
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	2
Changement / <i>Wechsel</i>	1	0
'Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>116</b>

<b>Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i></b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	1
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	58	50
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	1	4
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	4	3
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	4	8
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	25	25
Assurance / <i>Versicherung</i>	2	0
Litige avocat/client (art. 26 Lav) / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient (Art. 26 AnwG)</i>	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	0
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	4	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	1
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	1
Mesures provisionnelles et leur modification <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	9	7
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	11	14
Assistance judiciaire (montant) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Betrag)</i>	0	1
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	0
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>116</b>

<b>Provenance / <i>Herkunft</i></b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Sarine / <i>Saane</i>	51	36
Singine / <i>Sense</i>	9	11

Gruyère / Greyerz	16	20
Lac / See	10	16
Glâne / Glane	8	4
Broye / Broye	9	19
Veveyse / Vivisbach	15	6
Autres / Andere	7	4
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>116</b>

## II<sup>ème</sup> COUR D'APPEL CIVIL / II. ZIVILAPPELLATIONSHOF

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	49*	43
Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>	214	211
Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	218	204
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	45	50

\* La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2009 et le 01.01.2010 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques 2009. / Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.2009 und dem 01.01.2010 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschrieben wurden.

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	63	59
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	14	18
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	80	78
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	35	28
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	4
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	1
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	4	3
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	2
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	3
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	10	4
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>218</b>	<b>204</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	38	45

Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtsbarkeit</i>	17	15
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	15	20
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	1	0
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	103	75
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	40	28
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	63	44
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	31	33
Instance unique / <i>Einzigste Instanz</i>	5	2
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	2
Déclinatoire / <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	4	2
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	4	4
Concordat / <i>Nachlassvertrag</i>	0	1
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	0	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	2
<b>Total</b>	<b>218</b>	<b>204</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Sarine / <i>Saane</i>	85	80
Singine / <i>Sense</i>	7	13
Gruyère / <i>Greyerz</i>	40	31
Lac / <i>See</i>	28	18
Glâne / <i>Glane</i>	15	12
Broye / <i>Broye</i>	11	25
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	17	12
Autres / <i>Andere</i>	15	13
<b>Total</b>	<b>218</b>	<b>204</b>

**CHAMBRE DES POURSUITES ET FAILLITES /  
SCHULDBETREIBUNGS- UND KONKURSKAMMER**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	18
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	202	215
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	204	223
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	8	10

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	118	157
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	3	6
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	44	34
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	9	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	18	5
Retrait / <i>Rückzug</i>	3	2
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	2	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	2
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>223</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	74	51
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	6	4

Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	4	3
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	1
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	103	141
Nullité / <i>Nichtigkeit (173<sup>2</sup> LP/SchKG)</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	4
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	12	10
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	0	5
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	3
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>223</b>

<b>Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	125	162
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	39	24
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	29	20
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	11	17
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>223</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Sarine / <i>Saane</i>	42	37
Singine / <i>Sense</i>	10	16
Gruyère / <i>Greyerz</i>	7	4
Lac / <i>See</i>	5	2
Glâne / <i>Glane</i>	4	1
Broye / <i>Broye</i>	7	4
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	17	6
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	110	145
Autres / <i>Andere</i>	2	8
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>223</b>



**COUR DE MODERATION / MODERATIONSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	9	5
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	32	30
Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	34	26
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	7	9

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	5	6
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	13	7
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	7	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>26</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	6	3
Litige notaire/client / <i>Streitigkeit Notar/Klient</i>	0	2
Montant des frais de justice / <i>Höhe der Gerichtskosten</i>	5	1
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	18	14
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile <i>/Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	4	4
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	1	2
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>26</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Sarine / Saane	6	6
Singine / Sense	6	1
Gruyère / Greyerz	3	9
Lac / See	1	2
Glâne / Glane	1	2
Broye / Broye	6	0
Veveyse / Vivisbach	3	1
Autres / Andere	8	5
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>26</b>

## CHAMBRE DES TUTELLES / VORMUNDSCHAFTSKAMMER

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	3	2
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	13	19
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	15	18
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	1	3

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	5
Rejetés / <i>Abweisung</i>	11	6
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>18</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Recours / <i>Beschwerde</i>	13	15
Transfert des mesures tutélaires / <i>Übertragung von vormundschaftlichen Massnahmen</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
For / <i>Gerichtsstand</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>18</b>

## II. SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Récusation / <i>Ausstand</i>	13	15

### **COUR D'APPEL PENAL / STRAFAPPELLATIONSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	56	65
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	90	104
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	88	113
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	58	56

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	7	13
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	27	22
Rejetés / <i>Abweisung</i>	30	53
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	19	11
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	3
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	5
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	1
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	0	1
Prolongation du traitement ambulatoire / <i>Verlängerung der ambulanten Behandlung</i>	0	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Autre décision ultérieure / <i>Anderer nachträglicher Entscheid</i>	1	0
Procédure périmée / <i>Verwirkte Berufung</i>	2	0
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>113</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Recours / <i>Berufungen</i>	85	108
Décisions postérieures au jugement / <i>Nachträgliche Anordnungen</i>	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	1
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	0	0
AJ / URP	0	1
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>113</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
<b>Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Sarine / <i>Saane</i>	27	35
Singine / <i>Sense</i>	2	8
Gruyère / <i>Greyerz</i>	4	14
Lac / <i>See</i>	0	2
Glâne / <i>Glane</i>	3	7
Broye / <i>Broye</i>	1	5
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>72</b>

<b>Juge de police / Polizeirichter</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Sarine / <i>Saane</i>	20	11
Singine / <i>Sense</i>	1	2
Gruyère / <i>Greyerz</i>	5	3
Lac / <i>See</i>	3	3
Glâne / <i>Glane</i>	0	2
Broye / <i>Broye</i>	9	1
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	1	2
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>24</b>

<b>Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	<b>4</b>	<b>7</b>

<b>Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstraengericht</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	<b>4</b>	<b>4</b>

<b>Cour d'appel pénal / Strafappellationshof</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	<b>2</b>	<b>1</b>

<b>Autres / Andere</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	<b>2</b>	<b>5</b>

## CHAMBRE PENALE / STRAFKAMMER

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	73	68
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	736	520
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	760	515
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	49	73

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	15	36
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	52	27
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	21	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	102	89
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	42	30
Retirés / <i>Rückzug</i>	6	3
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Visa / <i>Visum</i>	497	312
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	4	0
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	4	4
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	5
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	10	5
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	1	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	3	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>760</b>	<b>515</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum für die Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	497	312
Recours / <i>Beschwerden</i>	175	154

Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	9	7
Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche (242 CPP/StPO)</i>	74	31
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	4	4
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1
For et entraide / <i>Gerichtsstand und Rechtshilfe</i>	1	6
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>760</b>	<b>515</b>

L'art. 242 CPP conférait le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat à celui qui subissait un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire ou par un autre acte de procédure. Sur les 74 affaires liquidées, 49 ont donné lieu à l'allocation d'une indemnité. Les indemnités accordées se sont élevées à 425'087.40 francs, alors que les montants requis étaient de 957'574.20 francs.

Le nombre des causes inscrites au rôle de la Chambre pénale, à l'exclusion des visas relatifs au maintien en détention avant jugement, est en hausse en 2010 (2009: 208; 2010: 239). Hormis les visas en question, la Chambre a liquidé 263 affaires (2009: 203).

*Art. 242 StPO gibt denjenigen Personen einen Anspruch auf eine Entschädigung durch den Staat, welche durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum oder eine andere Prozesshandlung einen Schaden erlitten haben. In 49 der 74 erledigten Angelegenheiten wurde eine Entschädigung zugesprochen. Die Summe der zugesprochenen Entschädigungen belief sich auf Fr. 425'087.40 und jene der beantragten Entschädigungen auf Fr. 957'574.20.*

*Abgesehen von den Haftkontrollen ist die Anzahl der bei der Strafkammer eingetragenen Fälle im Jahr 2010 gestiegen (2009: 208; 2010: 239). Ohne die Haftkontrollen hat die Strafkammer 263 Fälle erledigt (2009: 203).*



**PRESIDENT DE LA CHAMBRE PENALE / PRÄSIDENT DER STRAFKAMMER**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	2	5
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	598	598
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	599	601
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	1	2

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	180	156
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	60	56
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	2	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	3	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	290	340
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	1
Changement de défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	19	9
Décharge de la défense d'office / <i>Entlastung der amtlichen Verteidigung</i>	25	11
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	15	17
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	1	4
<b>Total</b>	<b>599</b>	<b>601</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
For et entraide judiciaire / <i>Gerichtsstand und Rechtshilfe</i>	12	16
Effet suspensif / <i>Aufschiebende Wirkung</i>	8	10
Levée de scellés / <i>Entsiegelung</i>	0	4

Défense d'office / <i>Amtliche Verteidigung</i>	418	414
au prévenu / <i>Beschuldigter</i>	360	354
au lésé / <i>Geschädigter</i>	58	60
Mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Massnahmen zur Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	160	153
Consultation dossiers / <i>Akteneinsicht (71 CPP/StPO)</i>	1	3
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>599</b>	<b>601</b>

Le nombre des affaires inscrites au rôle du président de la Chambre pénale est stable (2009: 598; 2010: 598). Quant aux 160 mesures de surveillance, 159 ont été approuvées; elles tendaient à 309 mises sous surveillance, soit 69 branchements directs et 240 contrôles rétroactifs ponctuels.

*Die Anzahl eingereichter Angelegenheiten beim Präsidenten der Strafkammer hat sich nicht verändert (2009: 598; 2010: 598). Im Bereich der Überwachungsmassnahmen wurden 159 von 160 Gesuchen genehmigt; sie bezogen sich auf 309 Überwachungshandlungen, von denen 69 auf Direktschaltungen und 240 auf rückwirkende Kontrollen entfielen.*

### III. SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

#### I<sup>ère</sup> COUR ADMINISTRATIVE / I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2010	2009
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	124	121
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	160	190
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	177	187
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	107	124

Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2010	2009
Admission <i>Gutheissung</i>	19	16
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	3
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	5
Rejet <i>Abweisung</i>	80	60
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	3
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	24	15
Retrait <i>Rückzug</i>	3	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	5	16
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	0	1
Rayé autres motifs <i>Abschr. andere Gründe</i>	12	26
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	2	4
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	5	2
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	12	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	2	6
<b>Total</b>	<b>177</b>	<b>187</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	71	71	142	95	47
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	0	1	1	1	0
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	7	15	22	10	12
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	2	2	4	2	2
Responsabilité <i>Haftung</i>	18	10	28	10	18
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	9	8	17	10	7
Affaires culturelles <i>Kulturangelegenheiten</i>	0	3	3	3	0
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	1	4	5	4	1
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	2	1	3	1	2
Droit des personnes et famille Personen- und Familienrecht	0	1	1	0	1
Réclamation contre les frais <i>Einsprache gegen Kosten</i>	0	0	0	0	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	10	13	8	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	9	9	8	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	8	19	27	20	7
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	1	2	1	1
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	0	1
Déclinatoire <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	1	0	1	0	1
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	1	2	3	3	0
<b>Total</b>	<b>124</b>	<b>160</b>	<b>284</b>	<b>177</b>	<b>107</b>

Le nombre de causes introduites a légèrement baissé par rapport à l'exercice précédent.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la première Cour compte encore une affaire de 2006, une affaire de 2007 et neuf affaires de 2008 portant essentiellement sur la responsabilité des collectivités publiques.

*Die Anzahl der neu eingereichten Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr leicht abgenommen.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim I. Hof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2006, eine aus dem Jahr 2007 sowie neun Angelegenheiten aus dem Jahr 2008 hängig, die zum grössten Teil die Haftung der Gemeinwesen betreffen.*

**II<sup>ème</sup> COUR ADMINISTRATIVE / II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>70</b>	<b>87</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>116</b>	<b>80</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>93</b>	<b>97</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>93</b>	<b>70</b>

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>17</b>	<b>9</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>1</b>	<b>5</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>1</b>	<b>1</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>40</b>	<b>31</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>3</b>	<b>1</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>8</b>	<b>11</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>5</b>	<b>17</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>4</b>	<b>5</b>
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	<b>2</b>	<b>4</b>
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	<b>12</b>	<b>10</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	<b>0</b>	<b>3</b>
<b>Total</b>	<b>93</b>	<b>97</b>

<b>Matières traitées</b> <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	<b>Pendant au 1.1.</b> <i>Hängig per 1.1.</i>	<b>Entrées</b> <i>Neueingänge</i>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <i>Erfledigt</i>	<b>Pendant au 31.12.</b> <i>Hängig per 31.12.</i>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	<b>52</b>	<b>59</b>	<b>111</b>	<b>53</b>	<b>58</b>
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Expropriation <i>Enteignung</i>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>7</b>
Forêts <i>Forstwesen</i>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>3</b>
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
Récusation <i>Ausstand</i>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
Révision <i>Revision</i>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Réclamations contre les frais <i>Einsprachen gegen Kosten</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Exécution <i>Vollstreckung</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>11</b>	<b>28</b>	<b>39</b>	<b>20</b>	<b>19</b>
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>70</b>	<b>116</b>	<b>186</b>	<b>93</b>	<b>93</b>

Le nombre de causes introduites a augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 36 affaires), principalement dans le domaine de l'aménagement du territoire (+ 12 dossiers), et le nombre d'affaires liquidées a baissé. Le nombre d'affaires pendantes a par conséquent légèrement augmenté (+ 23 affaires).

De manière surprenante, le pourcentage des affaires en allemand a chuté à seulement 9.5% (11 dossiers) en 2010.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la deuxième Cour compte encore une affaire de 2003, deux affaires de 2007 et six affaires de 2008, portant toutes sur des questions d'aménagement du territoire et de droit des constructions à l'exception d'une affaire de 2007 portant sur une expropriation.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr zugenommen (+ 36 Fälle), und zwar insbesondere im Bereich der Raumplanung (+ 12*

*Angelegenheiten), und die Anzahl der erledigten Angelegenheiten hat abgenommen. Dem entsprechend hat die Anzahl der hängigen Angelegenheiten leicht zugenommen (+ 23 Fälle).*

*Erstaunlicherweise hat die Anzahl Angelegenheiten in deutscher Sprache im Jahr 2010 stark abgenommen (auf nur gerade 9,5% oder 11 Angelegenheiten)*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so waren beim II. Hof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2003, zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2007 und sechs Angelegenheiten aus dem Jahr 2008 hängig, wovon acht Raumplanungsfragen zum Gegenstand haben und sich eine (aus dem Jahr 2007) auf Enteignungsfragen bezieht.*



### III<sup>ème</sup> COUR ADMINISTRATIVE / III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>114*</b>	<b>126</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>258</b>	<b>275</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>249</b>	<b>286</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>123</b>	<b>115</b>

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2009 et le 01.01.2010 s'explique par le fait qu'un dossier a été liquidé après l'impression des statistiques 2009. / Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.2009 und dem 01.01.2010 erklärt sich dadurch, dass ein Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschrieben wurde.

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>10</b>	<b>21</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>4</b>	<b>4</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>5</b>	<b>2</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>64</b>	<b>67</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>5</b>	<b>5</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>72</b>	<b>81</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>31</b>	<b>47</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>8</b>	<b>14</b>
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Gehnehmung</i>	<b>2</b>	<b>0</b>
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	<b>0</b>	<b>1</b>
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	<b>21</b>	<b>23</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>9</b>	<b>4</b>
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	<b>3</b>	<b>3</b>
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	<b>11</b>	<b>7</b>
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	<b>3</b>	<b>3</b>
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	<b>1</b>	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>249</b>	<b>286</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	<b>57</b>	<b>156</b>	<b>213</b>	<b>154</b>	<b>59</b>
Aide et prévoyance sociales, LAVI <i>Sozialhilfe und Sozialvorsorge, OHG</i>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>52</b>	<b>25</b>	<b>27</b>
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	<b>7</b>	<b>14</b>	<b>21</b>	<b>5</b>	<b>16</b>
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>3</b>
Animaux <i>Tiere</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Récusation <i>Ausstand</i>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Recours sur réclamation (frais) <i>Beschwerde g/Einspracheentscheid (Kosten)</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>2</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>3</b>
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>27</b>	<b>20</b>	<b>7</b>
Recours sur l'assistance judiciaire <i>Beschwerden gegen URP-Entscheide</i>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>2</b>
<b>Total</b>	<b>114</b>	<b>258</b>	<b>372</b>	<b>249</b>	<b>123</b>

Le nombre de causes introduites a légèrement baissé par rapport à l'exercice précédent (- 17 dossiers). La liquidation a également baissé (- 37 dossiers) sans modification sensible dans les modes de liquidation.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la troisième Cour compte encore six affaires de 2008 portant sur des questions de circulation routière, d'agriculture (2), d'aide sociale, d'assistance judiciaire et de santé publique.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr leicht abgenommen (- 17 Fälle). Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten hat ebenfalls abgenommen (- 37 Fälle), ohne dass bei der Erledigungsart deutliche Veränderungen feststellbar wären.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim III. Hof sechs Angelegenheiten aus dem Jahr 2008 hängig; diese beziehen sich auf Fragen des Strassenverkehrsrechts, der Landwirtschaft (2), der Sozialhilfe, der unentgeltlichen Rechtspflege und der Volksgesundheit.*

**COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>128</b>	<b>142</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>232</b>	<b>202</b>
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	171	150
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	61	52
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>204</b>	<b>216</b>
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	147	154
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	57	53
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>156</b>	<b>128</b>

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>7</b>	<b>8</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>17</b>	<b>27</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>4</b>	<b>11</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>94</b>	<b>86</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>8</b>	<b>12</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>16</b>	<b>19</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>10</b>	<b>28</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>23</b>	<b>7</b>
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	<b>16</b>	<b>11</b>
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	<b>3</b>	<b>4</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>2</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>216</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	<b>109</b>	<b>175</b>	<b>284</b>	<b>164</b>	<b>120</b>
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
Impôt à la source <i>Quellensteuer</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
Impôt sur les gains immobiliers <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
Impôts paroissiaux <i>Pfarreiteuern</i>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>4</b>
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	<b>3</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>10</b>
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Réclamations c/ frais <i>Einsprachen g/ Kosten</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Révision <i>Revision</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege(Entschädigungsbetrag)</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Recours sur assistance judiciaire (principe) <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>128</b>	<b>232</b>	<b>360</b>	<b>204</b>	<b>156</b>

Le nombre de causes introduites a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 30 dossiers) et le nombre d'affaires liquidées a légèrement baissé. Le nombre d'affaires pendantes a par conséquent légèrement augmenté (+ 28 affaires).

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la Cour fiscale compte encore quatre affaires de 2008.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr leicht zugenommen (+ 30 Fälle), während jene der erledigten Angelegenheiten leicht abgenommen hat. Dem entsprechend hat auch die Anzahl der hängigen Angelegenheiten leicht zugenommen (+ 28 Fälle).*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim Steuergerichtshof noch vier im Jahr 2008 eingetragene Angelegenheiten hängig.*

**COUR DES ASSURANCES SOCIALES / SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>769</b>	<b>746</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>385</b>	<b>443</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>507</b>	<b>420</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>647</b>	<b>769</b>

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>42</b>	<b>29</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>24</b>	<b>18</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>53</b>	<b>27</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>182</b>	<b>147</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>13</b>	<b>3</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>29</b>	<b>31</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>23</b>	<b>31</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>26</b>	<b>29</b>
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	<b>5</b>	<b>9</b>
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	<b>4</b>	<b>13</b>
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	<b>2</b>	<b>0</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>28</b>	<b>12</b>
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	<b>1</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	<b>32</b>	<b>35</b>
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	<b>9</b>	<b>11</b>
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	<b>8</b>	<b>9</b>
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	<b>4</b>	<b>1</b>
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	<b>21</b>	<b>14</b>
<b>Total</b>	<b>507</b>	<b>420</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	47	23	70	23	47
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	380	118	498	234	264
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	10	4	14	7	7
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	31	14	45	15	30
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	82	49	131	35	96
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	105	54	159	61	98
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	59	39	98	44	54
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	0	2	2	0	2
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	2	0	2	0	2
Allocations pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	2	0	2	1	1
Allocations familiales cantonales <i>Kantonale Familienzulagen</i>	15	10	25	5	20
Allocations familiales dans l'agriculture <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i>	1	0	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	4	8	5	3
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	28	65	93	74	19
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	1	0	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	2	3	5	2	3
<b>Total</b>	<b>769</b>	<b>385</b>	<b>1154</b>	<b>507</b>	<b>647</b>

Le nombre de causes introduites a baissé par rapport à l'exercice précédent (- 58 dossiers). Cette baisse est due à une diminution des dossiers d'assurance-invalidité (- 44 dossier) et d'assurance-maladie (- 17 dossiers). S'agissant des dossiers d'assurance-invalidité, elle ne représente qu'une réduction de 6% dans la proportion qu'ils représentent par rapport aux autres natures juridiques. En effet, le contentieux AI représente toujours plus de 30% des affaires dont est chargée la Cour des assurances sociales (contre 36% en 2009 et 41% en 2008).

La liquidation a augmenté de 87 dossiers par rapport à l'année 2009.

Grâce à l'augmentation des affaires liquidées et à la diminution des causes introduites durant l'année, on assiste enfin à une baisse (- 122 dossiers) des affaires pendantes au 31 décembre 2010 par rapport aux dossiers pendants au 31 décembre 2009.

En ce qui concerne l'ancienneté des recours et actions, la Cour des assurances sociales compte encore deux affaires de 2000 dans les domaines des allocations familiales dans l'agriculture et de l'assurance-vieillesse et survivants, une affaire de 2004 en prévoyance professionnelle, quatre affaires de 2007 en prévoyance professionnelle (2), assurance-accidents et assurance-invalidité et 119 affaires de 2008.

Concernant l'un des deux dossiers datant de 2000, une affaire d'escroquerie sur des allocations familiales, celui-ci est toujours suspendu dans l'attente du jugement sur le recours déposé au Tribunal fédéral à la fin octobre 2009 contre le jugement pénal. La seconde affaire, en matière AVS, est en attente d'un arrêt définitif et exécutoire de la Cour fiscale. Le dossier de 2004 est toujours en cours d'instruction après que les recours déposés contre les deux arrêts incidents rendus par la Cour ont été jugés irrecevables par le Tribunal fédéral. Quant aux affaires de 2007, l'une d'entre elles est en attente d'un jugement du Tribunal administratif fédéral; les autres sont toujours en phase d'instruction.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr abgenommen (- 58 Fälle). Diese Abnahme ist auf einen Rückgang in den Rechtsgebieten Invalidenversicherung (- 44 Fälle) und Krankenversicherung (- 17 Fälle) zurückzuführen. Bei den Angelegenheiten der Invalidenversicherung stellt dies nur einen Rückgang von 6% in Bezug auf ihr Verhältnis gegenüber den anderen Rechtsgebieten dar. Tatsächlich betrafen immer noch mehr als 30% der beim Sozialversicherungsgerichtshof eingetragenen Fälle Streitigkeiten aus dem Gebiet der Invalidenversicherung (gegenüber 36% im Jahr 2009 und 41% im Jahr 2008).*

*Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten hat gegenüber 2009 um 87 zugenommen.*

*Dank der Zunahme der erledigten Angelegenheiten und der Abnahme der dieses Jahr neu eingetragenen Angelegenheiten ist per 31. Dezember 2010 im Vergleich zum Vorjahr (31. Dezember 2009) endlich ein Rückgang der hängigen Angelegenheiten (- 122 Fälle) zu verzeichnen.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim Sozialversicherungsgerichtshof noch zwei im Jahr 2000 eingereichte Angelegenheiten aus den Bereichen landwirtschaftliche Familienzulagen und Alters- und Hinterlassenenversicherung hängig, weiter eine Angelegenheit aus dem Jahr 2004 aus dem Bereich der beruflichen Vorsorge, vier Angelegenheiten aus dem Jahr 2007 aus dem Bereich der beruflichen Vorsorge (2), der Unfallversicherung und der Invalidenversicherung sowie 119 Angelegenheiten aus dem Jahr 2008.*

*Eine der beiden im Jahr 2000 eingereichten Angelegenheiten, in der es um die betrügerische Erwirkung von Familienzulagen geht, ist bis zum Ergehen des Entscheides des Bundesgerichts in Bezug auf die Ende Oktober 2009 gegen das Strafurteil erhobene Beschwerde sistiert. In der zweiten Angelegenheit, aus dem Bereich der AHV, muss ein rechtskräftiger Entscheid des Steuergerichtshofs abgewartet werden. Die im Jahr 2004 anhängig gemachte Angelegenheit ist in Instruktion, nachdem das Bundesgericht auf die Beschwerden gegen zwei vom Hof gefällte Zwischenentscheide nicht eingetreten ist. Bezüglich der Angelegenheiten aus dem Jahr 2007 ist in einem Fall ein Urteil des Bundesverwaltungsgerichts abzuwarten, während sich die übrigen Fälle noch im Stadium der Instruktion befinden.*



**AUTORITE JUDICIAIRE POUR LES MESURES DE CONTRAINTE / RICHTERLICHE BEHÖRDE FÜR ZWANGSMASSNAHMEN**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>1</b>	<b>1</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>116</b>	<b>106</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>117</b>	<b>106</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>0</b>	<b>1</b>

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>19</b>	<b>46 (10)**</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>4</b>	<b>3</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Sans objet ou autre motifs <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	<b>1</b>	<b>2</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>0</b>	<b>1</b>
Détention confirmée <i>Genehmigung der Haft</i>	<b>50</b>	<b>53</b>
Détention refusée <i>Nichtgenehmigung der Haft</i>	<b>1</b>	<b>1</b>
Détention sans procédure orale confirmée* <i>Bestätigung der Haft ohne mündliche Verhandlung</i>	<b>42</b>	<b>0 (36)**</b>
<b>Total</b>	<b>117</b>	<b>106</b>

\* Nouveau mode de liquidation introduit en 2010. Ces liquidations étaient précédemment enregistrées sous le mode "Admission". / *Im Jahr 2010 neu eingeführte Erledigungsart. Diese Erledigungen wurden bislang als "Gutheissung" geführt.*

\*\* Comparaison avec 2009 en tenant compte de ce nouveau mode de liquidation. / *Vergleich mit dem Jahr 2009 unter Berücksichtigung der neuen Erledigungsart.*

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Détention en vue du renvoi <i>Ausschaffungshaft</i>	<b>0</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>0</b>
Levée de la détention <i>Haftentlassungsgesuch</i>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>

Prolongation de la détention <i>Haftverlängerung</i>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0</b>
Détention en phase préparatoire <i>Vorbereitungshaft</i>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0</b>
Fouille des biens et perquisition <i>Durchsuchung</i>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>0</b>
Détention sans procédure orale confirmée <i>Bestätigung der Haft ohne mündliche Verhandlung</i>	<b>0</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>116</b>	<b>117</b>	<b>117</b>	<b>0</b>

Le nombre de causes introduites a légèrement augmenté par rapport à l'année dernière (+ 10 dossiers). En ce qui concerne la liquidation, respectivement l'ancienneté des affaires, aucune affaire n'était encore pendante au 31 décembre 2010.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten ist im Vergleich zum Vorjahr leicht angestiegen (+ 10 Fälle). Was deren Erledigung bzw. das Alter der hängigen Angelegenheiten betrifft, so war am 31. Dezember 2010 keine Angelegenheit hängig.*

#### IV. RECOURS AU TRIBUNAL FÉDÉRAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT

<b>Recours déposés / Eingereichte Beschwerden</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
I <sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	18	10
II <sup>ème</sup> Cour d'appel civil/ II. Zivilappellationshof	17	17
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	14	2
Cour de modération / Moderationshof	3	3
Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer	1	1
Tribunal cantonal / Kantonsgericht	0	1
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	10	34
Chambre pénale / Strafkammer	27	12
Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer	8	7
I <sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	32	24
II <sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	8	12
III <sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	11	12
Cour fiscale / Steuergerichtshof	5	8
Cour des assurances sociales / Sozialversicherunggerichtshof	39	35
Autorité judiciaire pour les mesures de contrainte / Richterliche Behörde für Zwangsmassnahmen	1	6
<b>Total</b>	<b>198</b>	<b>184</b>

Le nombre de recours interjetés auprès du Tribunal fédéral est resté stable.

Die Anzahl der beim Bundesgericht eingereichten Beschwerden ist stabil geblieben.

<b>Recours traités / Erledigte Beschwerden</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Modes de liquidation / Erledigungsarten</b>		
<b>Tribunal cantonal - Cour plénière / Kantonsgericht - Gesamtgericht</b>		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	0	0
Irrecevables / Nichteintreten	0	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

<b>I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	5
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	8	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
<b>Chambre des poursuites et faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	8	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	1
<b>Cour de modération / <i>Moderationshof</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
<b>Chambre des tutelles / <i>Vormundschaftskammer</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	5
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	5
Rejetés / <i>Abweisung</i>	14	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

<b>Chambre pénale / Strafkammer</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	4	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	16	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	1
<b>Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
<b>I<sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	10	11
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	8	7
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	3
<b>II<sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	3
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>III<sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	4
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	4	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

<b>Cour fiscale / Steuergerichtshof</b>		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	4	7
Irrecevables / Nichteintreten	3	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
<b>Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof</b>		
Admis / Gutheissung	3	7
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	1
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	3	6
Rejetés / Abweisung	6	21
Irrecevables / Nichteintreten	3	10
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	3	2
<b>Autorité judiciaire pour les mesures de contrainte / Richterliche Behörde für Zwangsmassnahmen</b>		
Admis / Gutheissung	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	0	2
Irrecevables / Nichteintreten	0	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	2
Retirés / Rückzug	0	0
<b>Total</b>	<b>179</b>	<b>194</b>